

n°378 Mai 2014 2€50

# Rouge & Vert

## LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

-Réchauffement climatique-

### De la protestation à l'alternative

Même si (et je dis bien "si")  
le rapport du GIEC s'avère  
fondé, nous n'allons pas  
renoncer à un point de  
croissance pour cause de  
légère augmentation du  
niveau de la mer.



Colloghan

# De la protestation à l'alternative

Le rapport sur l'évolution du climat présenté par le GIEC le 13 avril illustre la faillite complète de la lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale au cours de la décennie 2000.

La hausse des émissions de CO2 liées à l'usage des énergies fossiles est passée de 2,5 % durant la décennie 1990 à 6,8 % durant la décennie 2000. Ce phénomène est en partie lié au recours massif au charbon, notamment en Chine, mais renvoie plus globalement à la mutation du système capitaliste.

La tentation perdue, au nom du « développement économique » de nier ou de relativiser les conséquences des émissions massives de gaz à effet de serre, les risques du nucléaire, l'artificialisation ou la stérilisation des sols, le gaspillage des ressources naturelles, la régression de la biodiversité. Le GIEC indique pourtant de longue date que les phénomènes liés au changement climatique déstabiliseront les systèmes agricoles, principalement au détriment des peuples les plus pauvres.

L'absence, en règle générale, de luttes collectives autour du changement climatique ne doit pas conduire à en relativiser l'importance. Enjeu écologique en ce qu'il constitue une menace pour les conditions de vie de l'humanité, enjeu social en ce qu'il menace d'abord les pauvres de la Planète.

Les tenants du capitalisme vert tentent de faire croire que l'efficacité énergétique peut compenser l'augmentation rapide du volume de la production : il n'en sera rien.

C'est une vision alternative qui s'impose, réduction forte des

flux de matières et relocalisation des activités, suppression des productions inutiles ou nuisibles, reconversion de l'économie avec l'intervention des salariéEs, usagerEs, consommateurEs/trices, réduction de la surconsommation compensée par l'extension des sphères de gratuité pour les biens et services essentiels (santé, éducation,...), réduction forte du temps de travail, agriculture paysanne...

Cette alternative au capitalisme et au productivisme se heurtera à la résistance acharnée des oligarchies économiques et politiques en ce qu'elle remet à la fois en cause l'exploitation et la marchandisation. Elle passe par une bataille idéologique de longue haleine

pour que la qualité de vie soit perçue comme l'enjeu décisif plutôt que l'expansion ininterrompue du champ de la consommation.

Le débat au sein des gauches de transformation comme au sein des classes populaires est indispensable, d'autant plus difficile que les politiques de régression sociale se développent, et conduisent à centrer les mobilisations sur le simple refus de l'"austérité".

Penser la sortie du système nécessite, sans aucun doute, de poser la question d'une nouvelle répartition quantitative des richesses, mais, avant tout, de remettre en cause les finalités du travail et de la production. La gauche alternative doit, de ce double point de vue, assumer son rôle à la charnière d'une écologie radicale et d'un projet anticapitaliste et autogestionnaire. ■



LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHÉRENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS À ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

## Rouge & Vert

### Je m'abonne!

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :  
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1018 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Ont participé à ce numéro :  
Jean-Jacques BOISLAROUSSIE,  
Benoît BORRITZ Florence CIARAVOLA,  
Julien DOUILLARD, William ÉLIE  
Jacques FONTAINE, Jean-François  
LE DIZÈS, Arthur LEDUC,  
Richard NEUVILLE, Pira-Yves PIRA,  
Nicolas POIRIER, Alain VÉRONÈSE,  
Bertrand VRAIN et Philippe ZARIFIAN

Une COLLOGHAN. Dessins des pages 2, 6, 7  
et 10 de MABIC

Corrections : Daniel ROMET

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Mérieux

imprimé par Expressions II :  
01 43 58 26 26

[WWW.ALTERNATIFS.ORG](http://WWW.ALTERNATIFS.ORG)



## Plus de 60 entreprises récupérées en trois ans en Argentine

La quatrième enquête nationale sur les entreprises récupérées par les travailleurs (ERT) réalisée par le programme "Faculté ouverte" de l'université de Buenos Aires confirme que le mouvement argentin des entreprises récupérées s'inscrit dans la durée. Depuis 2001, plus de 300 entreprises en faillite ou abandonnées par leurs propriétaires ont été reconverties par leurs anciens travailleurs et parmi elles, 60 l'ont été sur les trois dernières années. Si l'incertitude juridique autour de ces processus reste forte, il apparaît que la voie de la récupération par les salariés reste une option valide de plus en plus soutenue par les syndicats.

Comme le déclarait José Abellí en 2009, le phénomène de récupération d'entreprises par les travailleurs est aujourd'hui bien ancré dans la classe ouvrière argentine : « *Aujourd'hui, quel que soit l'endroit dans le pays, lorsqu'une entreprise ferme, les travailleurs brandissent le drapeau de l'autogestion. C'est le grand acquis de la lutte de la classe ouvrière argentine* ».

*« Aujourd'hui, lorsqu'une entreprise ferme, les travailleurs brandissent le drapeau de l'autogestion. C'est le grand acquis de la lutte de la classe ouvrière argentine ».*

José Abellí

Il n'est donc pas qu'un lointain souvenir de la crise de 2001 comme le confirmait également Andrés Ruggeri en 2010 « *les entreprises récupérées par les travailleurs, non seulement, n'ont pas disparu mais elles se sont converties en une option que les travailleurs reconnaissent comme valide, malgré toutes les difficultés, plutôt que de se résigner à la fermeture des entreprises* ».

Les premiers éléments de la quatrième enquête nationale sur les entreprises récupérées par les travailleurs (ERT) réalisée par le programme « *Faculté ouverte* » de l'université de Buenos Aires en apportent une démonstration éclatante. Présentée le 21 mars dernier dans l'hôtel Bauen, à l'occasion du 11 anniversaire de sa récupération, le jour même où les travailleurs de cet hôtel récupéré apprenaient la décision de justice intimant leur expulsion, elle indique que ce sont plus de 60 entreprises qui ont été récupérées ces trois dernières années et 2 500 emplois qui ont été préservés.

Depuis 2001, plus de 300 entreprises en faillite ou abandonnées par leurs propriétaires ont été reconverties par leurs anciens travailleurs, même si beaucoup courent le risque d'être contestées par des décisions de justice.

### Un cadre juridique complexe

Lors de la présentation, Andrés Ruggeri, directeur du programme déclarait à l'agence ANSOL que « *l'une des données les plus saillantes du rapport montre l'incidence de la loi sur les faillites, qui n'est pas celle attendue parce que les conflits durent plus longtemps, parce que les entreprises qui ont obtenu gain de cause d'un point de vue juridique sont très peu nombreuses, mais également parce que peut-être les expropriations requièrent un parcours juridique plus long, plus complexe qu'avant* ».

De fait, la durée des conflits a augmenté puisque sur la période (2010-2013), elle est passée à 335 jours contre 249 jours précédemment. Dans 61% des cas, les travailleurs ont été contraints d'occuper l'entreprise et/ou de résister contre des décisions de justice et des tentatives d'expulsion (37%). Si la nouvelle loi de 2011 avait initialement été perçue comme une avancée dans la mesure où elle permettait au juge d'accorder la poursuite de l'activité des entreprises sous le contrôle de coopératives de travailleurs, il n'en demeure pas moins que dans la pratique le juge conserve toute latitude pour permettre cette possibilité et qu'il en abuse parfois au détriment des travailleurs.

Les faits le confirment puisque seuls 9,7 % des nouveaux cas de récupération ont pu profiter de ce recours. Alors qu'en 2010, 63% des ERT avaient obtenu une loi d'expropriation, seuls 19% des cas postérieurs y sont parvenus.

Comme l'illustre le cas de l'hôtel Bauen, le cadre juridique reste problématique et les travailleurs de Fabricaciones Rosario se trouvent dans la même situation.

De même, à Buenos Aires, l'imprimerie Mon est arrêtée depuis deux ans et demi et ses travailleurs attendent toujours à la porte de pouvoir entrer pour reprendre la production.

Pour autant, ce cadre juridique ne freine pas les récupérations d'entreprises. Bien au contraire, devant les fermetures intempestives d'usines le processus

se poursuit. Selon l'enquête, sur la période 2010-2013, ce sont précisément 63 initiatives d'autogestion qui ont été engagées permettant de préserver 2 664 postes de travail.

### Les évolutions relevées lors de la dernière enquête

Depuis les premiers relevés, réalisés entre 2001 et 2002, jusqu'au dernier, le Programme « *Faculté Ouverte* » a comptabilisé 311 entreprises récupérées, autant de processus qui ont permis de préserver l'emploi de 13 462 travailleurs dans le pays.

La quantité d'entreprises récupérées continue de croître et la moitié des entreprises (150) se situe dans l'aire métropolitaine (la Ville et le Grand Buenos Aires) et le reste se trouve à l'intérieur de la province de Buenos Aires ou dans le reste du pays. L'aire métropolitaine de Buenos Aires et la région de la Pampa (les provinces de Buenos Aires, La Pampa et Santa Fe) concentrent à elles seules 81 % des ERT. Toutefois, ces dernières années, les ERT ont développé leur base géographique puisqu'elles sont aujourd'hui présentes dans 21 des 24 provinces du pays.

Pour Andrés Ruggeri : « *Il y a une nouvelle génération d'entreprises récupérées et il est nécessaire de s'interroger sur les raisons de ce ressurgissement qui, s'il n'est pas aussi massif qu'en 2001 et 2002, montre que la moitié des entreprises récupérées existantes sont postérieures à la crise* ».

Selon les données du quatrième relevé, la récupération s'est élargie à d'autres secteurs d'activité : alors que la métallurgie dominait dans les trois premiers échantillons, elle s'est notamment diversifiée ces trois dernières années avec des établissements éducatifs et gastronomiques, comme le montrent les exemples du collège *Guido Spano* ou du restaurant *Alé Alé*.

Une autre évolution notable concerne l'engagement du mouvement syndical dans le soutien aux processus. Alors qu'il était de 44% jusqu'en 2010, il passe à 64% dans la dernière période. Celui-ci semble avoir intégré que le phénomène n'est pas simplement conjoncturel mais bel et bien ancré dans la réalité économique et sociale du pays.

Une forte majorité d'ERT (93%) maintiennent les assemblées générales périodiques (56% une fois par semaine). 54% d'entre elles appartiennent à un mouvement ou une organisation d'ERT ou de coopératives et 71% réalisent des activités solidaires ou culturelles en lien avec la communauté.

Globalement, la capacité productive reste moindre qu'avant la récupération, l'absence de capital (47,1%), de matières premières (35,3%) et la difficulté d'insertion sur le marché (29,4%) restent prégnantes. Les données recueillies sont cependant en évolution par rapport à celles relevées en 2003 et sont à mettre en relief avec l'amélioration de la situation macroéconomique qui permet aux nouvelles ERT de s'insérer plus rapidement. Néanmoins, leur accès au crédit reste problématique du fait de leur statut, c'est ainsi que 29% des ERT ont recours au « *travail à façon* », ce qui signifie qu'elles dépendent d'un donneur d'ordre qui leur procure la matière première et les paie pour le travail et la maintenance des machines. Dans certains cas, elles parviennent à capitaliser et à acquérir au fil du temps une certaine indépendance alors que d'autres restent dans une situation de sous-traitance. Relevons également que 61% des ERT reçoivent des aides de l'Etat.

Un autre trait significatif de ce phénomène est le maintien d'une égalité salariale (52% des cas). Dans les autres cas, la différence est le plus souvent liée à la différence du nombre d'heures effectuées (61,5%). Dans aucun cas, l'échelle des salaires n'est supérieure à 50%.

Dans une interview au journal *Pagina 12*, Andrés Ruggeri déclare que « *le processus est consolidé malgré la précarité et l'absence de résolution générale. La modification de la loi sur les faillites semblait être la solution mais elle a déjà démontré que ce n'est pas le cas et qu'y compris les choses empirent. De même, l'Etat ne semble ni vouloir ni pouvoir en terminer avec le phénomène. Ce qui est certain,*

*c'est que pendant ce temps les processus se poursuivent* ».

Les résultats collectés confortent Andrés Ruggeri dans son appréciation générale du phénomène : « *Le mouvement des entreprises récupérées argentines est une référence au plan international, à notre connaissance, c'est le plus important du monde. Les travailleurs ont adopté la récupération des entreprises comme un outil viable quand les possibilités d'emploi se restreignent parce qu'ils la voient comme une option et une réalité* ».

Une autre enquête du ministère du Travail datée de novembre 2013 confirme également la vitalité des unités productives autogérées en Argentine puisqu'elle en dénombre 786, dont 98 % de coopératives, impliquant 28 000 travailleurs dans tout le pays. Le nombre d'entreprises récupérées corrobore celui du programme Faculté ouverte puisque 318 cas sont répertoriés.

L'enquête du programme « *Faculté ouverte* » démontre effectivement que les processus de récupération d'entreprises par les travailleurs en Argentine ne sont pas qu'un lointain souvenir de la crise et, que malgré des difficultés légales, ils sont bien ancrés dans la classe ouvrière. Comme le déclarait Andrés Ruggeri lors de la rencontre internationale « *L'économie des travailleurs* » chez les Fralib à Gémenos en début d'année, « *l'aspiration à la démocratisation de la production et à la redistribution des richesses est inscrit dans l'ADN des travailleurs* ». ■

Richard NEUVILLE

### Pour en savoir plus :

Des données plus précises de cette enquête seront publiées prochainement sur le site web : [www.recuperadasdoc.com.ar](http://www.recuperadasdoc.com.ar)  
Des synthèses en français des précédentes enquêtes in Richard Neuville, « *Les entreprises récupérées par les travailleurs en Argentine* », publié le 31 octobre 2012.  
<http://www.autogestion.asso.fr/?p=2071>

# RENCONTRES DE L'ÉCOLOGIE RADICALE

**Dimanche 8 juin  
à Comme Vous Emoi  
5 rue de la révolution  
Métro Robespierre, à Montreuil**

« *Evoquer l'écologie, c'est comme parler du suffrage universel et du repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change.*

*C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ?*

*Il vaut mieux tenter de définir, dès le départ, pour quoi on lutte et pas seulement contre quoi. »*

André Gorz

Pour envisager en commun ce « pourquoi on lutte », les rencontres Climat Social aborderont les visions et propositions de différents courants qui se revendiquent de l'écologie radicale et qui appellent, comme André Gorz en son temps, à une révolution économique, sociale et culturelle. Seule une telle révolution peut nous sortir de la crise écologique, sociale et économique actuelle, que le capitalisme a provoquée et qu'il ne pourra résoudre.

10H- 12h Table ronde sur l'écologie radicale, visions croisées entre décroissance, écosocialisme, écologie sociale et libertaire.

14H-16H Comment aborder la transition écologique dans le monde du travail et de la production ?

Quelle intervention des salariés ?  
Désindustrialisation, reconversion, relocalisation, antiproductivisme

Avec : CGT-forêt, Confédération paysanne, Sud chimie, FRALIB, Sud énergie.

16H30 – 18h30 Écologie : comment lutter ? Comment agir ?

Bilan de l'écologie « politique », stratégie de lutte d'une écologie radicale aujourd'hui.

Suivi d'un apéro

À l'initiative de militant-e-s de l'écologie radicale membres d'Alternative Libertaire, des Amis de la Confédération Paysanne, des Amis de la Terre, de Collectifs contre les gaz de schistes, contre les Grands Projets Inutiles et Imposés, antinucléaires, et d'Ensemble !, du NPA et du Mouvement des Objecteurs de Croissance.

# Appel de Notre Dame des Landes

## L'abandon, c'est maintenant ! Rassemblement 5 et 6 juillet

**E**n avant vers l'abandon définitif du projet !

La préparation de notre événement de l'été se situe dans une phase charnière, où nous avons marqué des points en terme de retard des travaux, sans avoir arraché l'abandon définitif, objectif fédérateur de notre lutte.

**Nous avons tenu ! Tenu sur nos trois piliers !**

**Tenu sur la zone !**

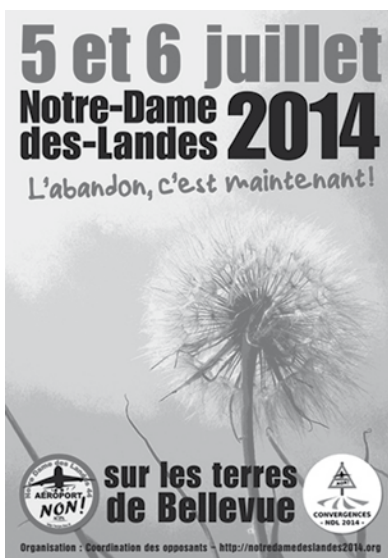
Après le séisme de l'automne 2012, et son opération César, nous avons préservé collectivement le territoire de la Zad, paysans résistants depuis longtemps installés, habitants récents, citoyens-soutiens très présents.

La vie a pu continuer et des projets agricoles pérennes ont pris forme, grâce à *Sème ta ZAD* et au *COPAIN* sur la ferme de Bellevue et sur les terres menacées. Des travaux variés sur le terrain notamment avec les Naturalistes en lutte ont encore enrichi notre expertise collective et mis sérieusement à mal les propositions de « compensation » d'AGO-Vinci. Des liens se sont noués, la Zad est plus peuplée, mieux cultivée au printemps 2014 qu'elle ne l'a jamais été.

La manifestation du 22 février a montré l'énormité du soutien, tant paysan que populaire, à la défense du territoire menacé. La mobilisation éclair pour Saint Jean du Tertre a sauvé la ferme et donné des garanties pour l'avenir !

**Tenu sur le juridique !**

Après la décision de garder ouvertes les pétitions par la Commission des Pétitions à Bruxelles en septembre 2013, et malgré la volonté des porteurs du projet de vider à nouveau la ZAD, les arrêtés autorisant le début des travaux ont tardé jusqu'à fin décembre 2013 : peut-être le préfet avait-il conscience de leur fragilité juridique... Ils ont été immédiatement attaqués, tandis que les diverses procédures concernant les expropriations - appel en Tribunal Administratif, Conseil d'État et Cassation - se poursuivent opiniâtement. Nous venons d'apprendre le lancement par la Commission Européenne d'une procédure d'infraction contre la France, pour cause de fractionnement du dossier et d'insuffisance d'étude d'impact environnemental global !



**Tenu sur le plan politique !**

Si les porteurs régionaux (CR, CG, Nantes métropole...) n'ont pas été ébranlés sur leurs (mauvaises) bases, les instances politiques nationales ne peuvent plus ignorer ce dossier. Un accord politique capital a été arraché au PS, au prix d'une grève de la faim de 28 jours, en mai 2012 ; il stipulait qu'il ne pouvait y avoir d'expulsions tant que certains recours n'étaient pas menés à leur terme. Faute peut-être d'autres choix, Jean-Marc Ayrault, encore premier ministre, a acté en février que le début des travaux attendrait le rendu de tous les recours déposés. Cette position a été confirmée par les accords de deuxième tour entre le PS et EELV lors des élections municipales de mars à Nantes et Rennes. Enfin elle a été reprise par Ségolène Royal, nouveau ministre de l'environnement.

La volonté politique affichée de respecter le déroulement des procédures juridiques en cours est un premier pas. Nous attendons donc fermement et sereinement, en ne lâchant rien sur le terrain, que tous les recours, notamment ceux concernant la Loi sur l'Eau et l'autorisation de destruction d'espèces protégées, soient apurés aux niveaux national et européen. S'ils ne peuvent en eux-mêmes représenter la victoire définitive, les retards annoncés sont néanmoins très positifs, tant il devient de plus en plus éclatant, au fur et à mesure que le temps passe, que ce projet est d'un autre âge, périmé jusqu'à l'absurde au vu des actuelles connaissances et législations !

*Nous avons tenu ! Tenu sur nos trois piliers ! Tenu sur la zone ! Tenu sur le plan politique ! Tenu sur le juridique ! En 2014, osons dire : « l'abandon, c'est maintenant ! »*

**Mais c'est l'abandon pur et simple du projet qu'il nous faut obtenir !**

Celui qui permettra que les paysans et habitants vivant sur la zone puissent se projeter enfin dans l'avenir et y fassent émerger de nouveaux projets durables; celui qui permettra l'optimisation de l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique si elle s'avérait un jour nécessaire !

Cet abandon confortera la détermination et l'espoir de tous ceux qui sont engagés dans la lutte contre les Grands Projets Inutiles et Imposés, dévoreurs de terres, de biodiversité, de ressources aquatiques ou fossiles, de subventions publiques !

Le rassemblement des 5 et 6 juillet sur les terres de Bellevue à Notre Dame des Landes sera précédé par des événements et des caravanes de convergence partant de plusieurs lieux de luttes emblématiques partout en France. Soyons nombreux à les accompagner !

En 2012, nous avons dit « *La lutte, c'est maintenant !* »  
En 2013, « *toujours présents, toujours résistants, plus légitimes que jamais ! Enterrons le projet !* »  
En 2014, osons dire : « *l'abandon, c'est maintenant !* » Maintenant qu'il faut l'arracher ! La victoire définitive est à la portée de nos efforts ! Réussissons lors du rassemblement - convergences 2014 une nouvelle mobilisation exceptionnelle ! ■

La Coordination des opposants au projet de Notre Dame des Landes

**La Coordination des opposants au projet de Notre Dame des Landes c'est 50 groupes (associations, syndicats et mouvements politiques dont les Alternatifs et Ensemble!)**

# Gratuité et Régie publique

**Objectifs social, écologique, citoyen et solidaire**

Dès le premier jour de gratuité, la collectivité qui en fait le choix redistribue à tous les usagers une part de richesse inversement proportionnelle à leurs revenus. Qu'il s'agisse de l'eau, et concernant la quantité nécessaire aux besoins essentiels, ou qu'il s'agisse des transports, nous entrons immédiatement dans une nouvelle vision de la solidarité. La gratuité est de droit et chacun peut en profiter dans la dignité, sans marqueur social, contrairement à d'autres modes de solidarité, stigmatisants, qui accompagnent le payant.

Pourtant, certains ne partagent pas cette vision, ils préconisent plutôt la vision inverse : à ceux qui peuvent payer, le tarif plein, à ceux qui ne le peuvent, des réductions. Ils y voient une forme de redistribution des richesses. Toutefois, seule une partie des aides actuelles répond à cet impératif : celles concernant les demandeurs d'emploi ou les titulaires du RSA, mais elles nécessitent des documents à fournir régulièrement. En général, les autres aides sont plutôt étroitement liées aux fonctions jugées essentielles par la collectivité : aller au travail ou à l'école, sans qu'il y ait

condition de ressource, quand il ne s'agit pas de rentabiliser les heures creuses. Pour y faire face, certains prônent le recours à une billettique onéreuse de plus en plus performante, pouvant gérer la panoplie des tarifs différents, avec des services associés pour la rendre attractive. La puce RFID qui le permet est capable d'enregistrer tous nos déplacements, d'adapter la publicité que nous rencontrons sur nos chemins, voire d'étudier nos habitudes de vie, de loisirs, etc... Si l'utilisateur craint les dérives liberticides de ce type de billettique et ne veut pas que ses données soient

captées, il doit payer ou renoncer à certains services.

Or, de fait, n'y trouvant pas leur compte, certains fraudent. En réponse, la chasse aux fraudeurs se met en place, son coût réel n'est pas souvent évoqué. Les raisons de la fraude ne sont pas interrogées, mais sont supposées être des phénomènes d'incivilité qu'il faut corriger ! Considérer la fraude plus comme le résultat d'une mauvaise volonté de l'utilisateur que comme celui d'un manque de moyens de celui-ci est se voiler la face. L'offensive actuelle des tenants du payant qui tente de criminaliser le fraudeur, augmenter l'amende, poursuivre ceux qui incitent à la fraude vise surtout à faire accepter à ceux qui payent qu'il est normal de payer. C'est tout juste si on tolère la diffusion des idées des partisans du gratuit. Alors, médiatiquement, attendant certainement qu'on légifère, on s'offusque des pertes des recettes d'exploitation et du manque à gagner pour l'investissement. Pourtant, une fois l'objectif d'anéantir la fraude atteint, la richesse individuelle n'aura pas grandi pour autant. Au bout du compte, les anciens fraudeurs seront exclus du service proposé. Cet écueil n'existe pas avec le gratuit.



## Services publics et gratuité

Les dernières élections municipales ont été un moment de débat sur la question de la gratuité des services publics et notamment l'eau et les transports publics. Sur l'eau, personne ne propose la gratuité totale ; par contre sur les transports, de nombreux collectifs la mettent en avant comme une mesure de justice sociale et un levier écologique. Pour les autres services publics et en dehors de la santé, la culture et les services régaliens, personne ne propose la gratuité pour le gaz ou l'électricité, le chauffage urbain, la Poste ou les ordures ménagères or l'accès à tous ces services reste un droit. Nous avons toujours en tête la devise : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » ; c'est notre boussole.

### Quelles mesures sociales ?

Pour la justice sociale, ne pas faire payer les personnes qui ont un bas revenu est un progrès et cela constitue une forme de redistribution des plus aisés vers les

plus démunis, encore faut-il connaître d'où vient la contribution compensatoire car la gratuité a un caractère un peu virtuel ; la question est « qui paye ? » car le coût des services existe, que ce soit pour le fonctionnement mais aussi pour l'investissement qui doit se renouveler en permanence. La gratuité d'usage n'est qu'apparente, même pour les routes sans péages ni écotaxes, par le biais des taxes sur les carburants qui restent incontournables pour tout déplacement motorisé.

Si cette contribution compensatoire à la gratuité provient du budget de l'Etat abondé par des impôts progressifs, il y a bien redistribution de la plus-value des capitalistes vers les classes laborieuses ; si elle vient de la TVA, on a tout faux. Si cette contribution est, pour les services publics locaux, compensée par la réorientation de dépenses inutiles, c'est une bonne chose ; mais si elle provient d'une augmentation des impôts locaux, les plus injustes, on manque la cible

même compte tenu des dégrèvements et exonérations qui touchent près de la moitié des foyers.

Cette contribution compensatoire peut aussi être abondée par un accroissement des impôts des entreprises, par exemple le Versement Transport et c'est une redistribution, mais encore là, faut-il qu'il ne soit pas au plafond, ce qui est le cas dans nombre d'agglomérations ; sur ce point, nous avons donc un combat à mener au niveau législatif pour faire porter par les entreprises le coût du transport domicile travail, partie intégrante du contrat de travail et sans lequel il ne peut se dérouler. De façon transitoire et avant de booster le Versement Transport, la loi oblige les employeurs à payer la moitié des abonnements de transport et là, la gratuité exonérerait les employeurs de cette contribution ; certains diraient que ce serait un cadeau au patronat. A titre de balise, pour Nantes et son agglomération, les transports gratuits impliqueraient de trouver 50 M€, ce qui

De plus, cette vision maintient l'illusion que le financement des transports collectifs repose uniquement sur la billetterie. Il n'en est rien : il serait plus réaliste de dire à l'usager qu'il paye deux fois. Il paye un usage qu'il a déjà payé par son impôt. C'est comme si on lui faisait payer le passage sur le trottoir ou la route après qu'il en ait assuré la construction ou l'entretien...

### Penser le coût réel du transport

Jamais l'usager ne perçoit le coût réel du transport car il ne finance directement qu'une part réduite: plus de 2/3 des ressources sont des subventions provenant des collectivités publiques ou du versement transport des entreprises publiques et privées. En effet, le financement déborde largement du budget annexe qui lui est assigné! Ceux qui craignent une future baisse de moyens des collectivités, ou qui prônent la privatisation, l'anticipent en mettant les moyens pour assurer les recettes d'exploitation. Or, un financement des transports collectifs qui reposerait, même en partie, sur les usagers ne peut que poser question : les transports collectifs peuvent lutter contre la thrombose aux entrées de villes matins et soirs, peuvent désengorger la ville, contribuent à rendre

l'air plus pur, contribuent à baisser le taux de CO2 et les émanations de Gaz à Effets de Serre<sup>1</sup>, diminuent les accidents et ont une incidence sur la santé de la population. Autant de services rendus à la collectivité voire à l'Humanité par l'usager. Autant de services rendus qui devraient être pris en compte. Albert Jacquard disait même qu'il faudrait plutôt rémunérer l'usager pour ce service rendu<sup>2</sup>!

Certains disent que la gratuité ne permettrait pas d'adsorber le rebond de fréquentation qu'elle suscite. L'argument est spécieux: la gratuité des transports correspond à un réel besoin de tous, tant et si bien qu'on ne peut plus faire face à la demande, donc, il faut y renoncer. C'est une erreur.



On peut financer la gratuité au nom de l'intérêt général au même titre que d'autres charges assumées volontairement : l'école publique, la voirie, les équipements de loisirs, sportifs ou culturels, par exemple. Un glissement dans les budgets pourrait s'opérer. L'effort n'est pas énorme ; on peut mettre en rapport la part payée par l'usager avec le coût de la billetterie, de la chasse à la fraude ou encore de la rémunération des actionnaires du délégataire. Ces éléments sont parasites : il n'est pas nécessaire de s'en embarrasser. Si nous pouvons financer le coût actuel du payant, nous pouvons financer le gratuit au nom de l'intérêt général et répondre ainsi à un véritable besoin social et écologique.

Certains pensent que la gratuité conduira à l'étalement urbain. C'est inverser le problème : la ville est ainsi faite que les populations défavorisées ou accédant à la propriété sont rejetées à la périphérie loin des lieux de travail, de loisirs, d'achats. La gratuité des transports collectifs ne contribue pas à l'étalement, elle y remédie. Par contre, en faisant payer, on ne réduit pas l'étalement, on crée de l'injustice.

.../...

représente à peu près 10 % d'impôts locaux en plus ; c'est évidemment possible, c'est un choix politique.

### Quels impacts écologiques ?

Mais d'autres considérations, d'ordre écologique, doivent être prises en compte : tout service, même public, dont la croissance dépend de la volonté de chacune et chacun, utilise des ressources et ponctionne la planète, ce qui n'est pas le cas de la Justice, de l'École ou de la Police et peu le cas de la Culture ou la Santé ou même la gestion des déchets. Par contre, c'est complètement vrai pour le gaz, l'électricité, le chauffage urbain, l'Eau et les transports. De ce point de vue, nous devons apprécier si la gratuité a ou non un impact négatif ou positif sur ces ponctions de ressources.

Dans ces domaines, si l'impact est négatif, ce qui est le plus souvent le cas, nous devons conserver un pouvoir d'arbitrage et une incitation à minimiser cet impact

écologique. Bien entendu, il y a des minimums vitaux qui, de toutes façons, seront consommés et des politiques progressistes doivent inclure des consommations de base, à déterminer ensemble en fonction du contexte, social et écologique, c'est-à-dire qui prennent en compte la répartition des revenus et des richesses mais aussi les impacts en terme de destruction de l'environnement ou d'émissions polluantes.

Pour l'eau ou les différentes énergies, une base de gratuité totale pourrait être déterminée par personne. Au-delà, une tarification proportionnelle peut être conservée et au dessus d'un deuxième seuil ou plafond à déterminer, une tarification progressive pourrait même être instaurée. Pour les transports, des mesures immédiates de gratuité ou de tarification extrêmement basses pour les chômeurs et les précaires et leurs ayant droit, tout comme les bas revenus sont indispensables. Après et une fois obtenue l'augmentation du Versement Transport,

des contributions variables restent à construire pour éviter des effets de report venant des déplacements doux, vélos et piétons, modes qui sont à favoriser, notamment en milieu urbain.

### Réduire les inégalités

Notre société crève du développement des inégalités, de revenus et de patrimoine, inégalités qui croissent partout dans le monde avec la domination du libéralisme et de la finance, prédatrice du travail humain ; elle a des effets même sur la vie des personnes, elle met en cause l'intégrité humaine. Sortir de cette domination et construire des sociétés solidaires est notre projet. Reconquérir la plus value volée, les fruits du travail humain, est un combat permanent. Les revendications centrales relatives aux salaires et à la réduction du temps de travail n'ont rien de ringard. Sur la question des services publics et de la gratuité, rien ne vaut la conquête de salaires dignes pour toutes et tous. ■

.../... L'exemple d'Aubagne est assez significatif : tout en finançant la gratuité<sup>3</sup>, l'investissement pour une nouvelle ligne de tramway est réalisé. Le bilan est édifiant : on constatait 70% de voyageurs en plus sur les lignes régulières dès le 6<sup>ème</sup> mois, et une baisse de 15% de la fréquentation des parkings du centre-ville. Mais surtout, grâce à un travail de concertation avec les citoyennes et citoyens pour revoir maillage et fréquence, du lien social a été recréé permettant des échanges entre tous les quartiers, redynamisant le centre-ville, la vie associative, les équipements de loisirs, culturels ou sportifs<sup>4</sup>. De même, l'exemple de Tallinn capitale de l'Estonie (430 000 habitants), passé à la gratuité depuis un an voit les quartiers les plus modestes se désenclaver. A contrario, l'exemple de Londres démontre que plus le tarif est élevé, plus le repli sur soi reste la règle. Et un constat s'impose: si le déplacement est une nécessité ou un véritable besoin, essentiel à la vie sociale de tous, alors le payant en est un frein. Si le déplacement collectif permet de lutter contre les pollutions et les émanations de gaz à effet de serre, alors le payant

n'y répond pas vraiment. Dans cette optique, au nom de l'intérêt général, en créant une Régie publique des transports comme elle peut le faire pour l'eau, la collectivité peut s'assurer ce service à prix coûtant. Créer une Régie publique sous contrôle citoyen, permet de payer le juste prix et empêche les multinationales de se développer au détriment des usagers en confisquant les savoir-faire au public. Il est d'ailleurs intéressant de constater que celles-ci, fortes des bénéfices qu'elles réalisent, diversifient leurs activités et s'approprient progressivement les services publics dans tous les domaines (eau, transports, déchets, énergie, etc.), avec pour seul objectif la rentabilité pour leurs actionnaires. Il y a urgence à endiguer ce phénomène.

Face à l'impératif écologique, la gratuité est en soi un sérieux argument pour convaincre le citoyen d'abandonner le volant. Face à l'impératif social, la gratuité est un outil qui permet de créer le lien nécessaire au vivre ensemble. S'il y a volonté politique, les travers dénoncés par ses opposants ne tiennent pas la route. Parallèlement la gratuité suscite par ce qu'elle est l'adhésion de tous à un projet qui devient une véritable richesse collective. ■

**Pira-Yves PIRA,**  
membre des  
Alternatifs de Lille

[1] L'exemple de Lille est de ce point de vue intéressant, des bus roulent au biogaz produit à partir de la collee de déchets végétaux.

[2] Entretien conduit par Jacques Lacarrière diffusé le 24/09/1993, Rediffusé sur France Culture, A voix nue le 27/09/13 Hommage à Albert Jacquard 5/5, 19,5ème minute.

« Il faut tout repenser autrement. Un tout petit exemple, un peu pittoresque, j'y pense quand je suis en voiture. Pourquoi est-ce que dans les rues de Paris je peux circuler ? Parce qu'il y a un certain nombre de centaines de milliers de braves gens qui sont sous terre dans le métro. Ils me rendent service en étant là, s'ils n'étaient pas dans le métro, ils seraient dans les rues et je ne pourrais plus bouger, ce serait complètement engorgé. Par conséquent, le métro rend service aux gens qu'il transporte mais il rend encore plus service aux gens qu'il ne transporte pas. Par conséquent, ce service, il faudrait le payer. Par conséquent, c'est parce que je ne prends pas le métro mais ma voiture que je dois payer le métro. Et à la limite on peut dire que le prix du billet de métro devrait-être négatif puisque les braves gens qui descendent sous terre rendent service aux autres en leur permettant de circuler à peu près tranquillement. Alors, à défaut d'être négatif, ça pourrait au moins être nul. Et j'imagine que voilà une action facile à faire qui consisterait à faire payer le métro parisien par ceux qui utilisent leur voiture. C'est juste, c'est économiquement parfaitement justifiable et pourquoi est-ce qu'on ne la fait pas ? On n'ose pas revenir en arrière sur des idées reçues. Ce n'est qu'un petit exemple pittoresque mais je crois que l'essentiel aujourd'hui, sinon on va à la catastrophe, c'est de remettre à plat toutes nos idées reçues. »

[3] Pour remplacer les recettes de billetterie, la contribution «versement transport» (VT) est portée respectivement à 1,8 et 0,6% de la masse salariale de l'entreprise. S'y ajoute une ponction limitée au budget général de la collectivité.

[4] [http://www.spirale.attac.org/sites/spirale.attac.org/files/Aubagne%20Transports%20communs%20gratuits%20nov%202009\\_0.pdf](http://www.spirale.attac.org/sites/spirale.attac.org/files/Aubagne%20Transports%20communs%20gratuits%20nov%202009_0.pdf)

# L'autonomie selon Cornelius

## Une société autonome ?

Le travail de réflexion critique mené par les militants des Alternatifs concernant le pouvoir politique et la forme légitime que doit prendre celui-ci peut tout à fait s'étayer sur la pensée philosophique de Cornelius Castoriadis (1922-1995), l'un des principaux animateurs avec Claude Lefort (1924-2010) du groupe et de la revue Socialisme ou barbarie qui développa en son sein une critique sans concession de l'imposture stalinienne entre 1949 et 1967. Castoriadis aura en effet toujours défendu le principe de l'auto-gestion, aussi bien sur le plan politique qu'économique, et c'est en cela qu'il constitue une ressource intellectuelle importante pour un parti comme les Alternatifs soucieux de réfléchir à la possibilité d'une société auto-gérée et aux conditions pouvant rendre cette possibilité effective. Ce que Castoriadis désigne sous le terme d'«auto-gestion» renvoie en fait à la notion philosophique d'autonomie, qu'il ne fait que spécifier sur le plan politique, économique et social. Castoriadis parlera d'ailleurs indifféremment au cours des années 1980 et 1990 de «société autonome» ou de «démocratie» pour évoquer ce que dans les années 1950 il nommait «auto-gestion ouvrière de l'ensemble des activités sociales». Par «société autonome» (du grec «auto» : soi et «nomos» : loi), Castoriadis entend rendre compte de la nature et du fonctionnement d'une société qui assume le fait que ce sont les hommes, et non une instance extra-sociale – par exemple le divin –, qui sont à l'origine des institutions et des lois.

A l'inverse, une société hétéronome (du grec «hétéro» : autre) est une société qui occulte précisément le fait que ce sont les hommes qui sont les auteurs des institutions et des lois auxquelles ils obéissent – dans l'histoire de l'humanité la plupart des sociétés hétéronomes sont des sociétés de type religieux («tout pouvoir vient de Dieu»), ce qui n'interdit nullement que l'on puisse concevoir des sociétés «modernes» structurées sur le mode de l'hétéronomie sans que celles-ci fassent allégeance par ailleurs à la loi divine : les sociétés capitalistes sont ainsi des sociétés hétéronomes en ce sens qu'elles se légitiment comme s'inscrivant dans la dynamique qui est celle des lois du marché, la société russe sous Staline est également une société hétéronome en ceci que son être et son existence sont censés résulter des lois de l'histoire aboutissant nécessairement à la société sans classes.

Il peut toutefois sembler étrange de qualifier une société d'autonome car habituellement autonomie est une catégorie qui sert à penser le mode d'être et d'activité d'un individu, et non d'une collectivité. L'autonomie, au sens usuel du terme, est synonyme d'indépendance, et cette caractéristique concerne en général la stricte individualité parvenue à s'extirper des carcans de la tradition et du conformisme. L'originalité de la position défendue par Castoriadis consiste précisément à articuler la dimension du social avec la sphère individuelle, autrement dit à penser ensemble collectivité et subjectivité : en ce sens, une société autonome implique l'existence d'individus autonomes qui puissent la faire fonctionner, inversement il ne saurait y avoir d'individus autonomes hors de toute référence à l'autonomie en tant que signification commune et reconnue comme telle. La logique qui est celle de Castoriadis n'a donc rien à voir avec les conceptions libérales concernant le rapport entre les libertés individuelles : loin que ma liberté finisse là où commence celle d'autrui, selon une optique strictement individualiste, celle-ci doit au contraire se comprendre comme l'expression d'une volonté qui vise la liberté des autres et cherche par là même à étendre cette liberté à l'infini – Castoriadis est ici plus proche d'un penseur anarchiste comme Bakounine (1814-1876) que d'un philosophe libéral comme John Stuart Mill (1806-1873). Pour l'exprimer en des termes plus concrets, c'est-à-dire spécifiquement politiques, une société autonome est



une société structurée sur la base d'institutions démocratiques : car



# Castoriadis

dans un régime démocratique, le peuple fait les lois tout en se donnant l'obligation de leur obéir. Créateurs libres de leurs lois et institutions, les hommes sont donc en démocratie des sujets autonomes au sens où finalement ils n'obéissent qu'à eux-mêmes : comme l'affirme Rousseau (1712-1778) dans *Le Contrat social* (1762), «*l'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté*».

Bien entendu, l'autonomie authentique ne saurait exister que dans le cadre d'une société démocratique au sens fort du terme, c'est-à-dire auto-instituée et auto-gouvernée : ainsi, selon la thèse défendue par Aristote (384 av J.-C.-322 av J.-C.), un citoyen doit à la fois savoir gouverner et savoir obéir car tour à tour il est en position de pouvoir, ce qui lui permet de prendre des décisions concernant la vie commune dans le cadre précisément du collectif anonyme des citoyens, et en position d'obéissance, en tant que membre d'un tel collectif qui doit poser des limites à son action, et donc instaurer des lois qui forment l'ossature d'un cadre à l'intérieur duquel la liberté de l'individu prend toute sa valeur.

On ne doit cependant pas prendre Castoriadis pour un simple disciple d'Aristote et de Rousseau. Le modèle théorique pour saisir le sens profond de l'autonomie est en réalité fourni par la psychanalyse: de même que la finalité d'une analyse est de permettre à l'individu d'instaurer un rapport réfléchi à son inconscient de sorte qu'il ne lui soit pas aliéné, autrement dit condamné à la répétition des mêmes actions nées de motifs aveugles, la finalité de l'activité politique démocratique est de rendre possible pour la société l'instauration d'un rapport réflexif à son institution et à ses lois de sorte que celle-ci puisse s'émanciper de ce que lui impose sa tradition et se transformer radicalement.

La démocratie est donc le régime politique qui rend possible l'auto-transformation de la société en tant que société autonome. ■

Nicolas POIRIER

# Label Rouge

Le Front de Gauche est en capacité d'impulser quelques manifestations nationales, deux par an en moyenne, de maintenir à l'occasion des échéances électorales nationales un espace significatif à gauche du PS, mais n'est pas réellement enraciné dans la société.

## Seulement un «label rouge» ?

Cette situation renvoie à un contexte qui dépasse largement ses limites et les contradictions entre PCF et PG en son sein. L'évolution des anciens partis sociaux-démocrates impose une mise à jour stratégique fondamentale. Elle nécessite une démarcation franche avec le PS, mais ne peut s'y résumer. Les élections municipales ont en effet démontré l'absence de relation mécaniste entre recul du PS et progrès de la gauche de gauche, notamment du Front de gauche.

La mutation du capitalisme induit des phénomènes profonds de désagrégation sociale, rend illusoire la reconduction des anciens compromis sociaux-démocrates inscrits dans des cadres nationaux, nécessite de ne plus considérer les questions écologiques comme périphériques.

La formidable bataille idéologique engagée par les dominants pour imposer le chacun pour soi et la marchandisation de nos vies comme seul horizon implique une réponse globale qui ne peut se limiter à la dénonciation de l'austérité. Une alternative doit être portée, articulée autour d'un nouveau partage des richesses, de l'appropriation sociale, de la réduction du temps de travail, d'une démocratie active, de l'extension de la sphère de la gratuité au détriment des consommations aliénantes.

Quelles que puissent être les limites du Front de Gauche, il est un élément fort de résistance à une normalisation du champ politique qui laisserait le champ libre aux alternances entre une droite et un centre-gauche en accord sur l'essentiel, seulement contestés par l'extrême droite.

L'hypothèse de sa transformation en organisation politique commune est, dans les conditions présentes, illusoire. En revanche, contribuer à lui donner une vraie assise par l'intermédiaire de collectifs de base, durables ou constitués autour d'échéances politiques, est nécessaire. De tels collectifs ont vocation à permettre l'échange et la co-élaboration entre militant-e-s des diverses organisations du Front, mais aussi avec un secteur plus large, fortement politisé mais ne souhaitant pas s'engager dans une des composantes. L'objectif est de reconstruire des cadres de travail en confiance, mais surtout des pratiques politiques et un projet de rupture et d'alternative

Les interactions nouvelles entre le social et le politique sont plus faciles à proclamer qu'à inventer. La permanence de cadres larges de débat et d'action hors des temps forts de grève et de mobilisations sociales, écologistes, sociétales, ne va pas de soi. Les divers mouvements «indignés» n'échappent pas à ce constat.

Cependant, à une échelle encore modeste, des mobilisations comme celle du 12 avril contre l'austérité ont manifesté une certaine capacité de forces politiques à construire sur un pied d'égalité avec des secteurs associatifs et syndicaux, et la capacité de ces secteurs à assumer des convergences politico-sociales. Il est indispensable de progresser dans cette voie dans la durée et qualitativement.

Dans la durée en dépassant la logique du «saut de puces», de manifestation nationale en journée d'action, en construisant des processus combinant initiatives locales et régionales et temps forts de convergence. Qualitativement en construisant un réel processus de discussion et d'élaboration.

Ce processus doit concerner toutes les forces engagées dans le Front de Gauche mais ne peut s'y enfermer. L'apport syndical, et associatif est indispensable. L'est aussi celui des secteurs politiques pouvant prendre leurs distances, au sein du PS comme d'EELV, avec la dérive au centre de Hollande et Valls. Enfin, quelle que puisse être la faiblesse des secteurs en expérimentation sociale et alternative, écologiste ou autogestionnaire, ou d'extrême gauche et libertaires ouverts au débat, ils seront aussi utiles pour construire un processus unitaire large. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

# Sur la diversité des fronts de lutte

Il me semble que nous pouvons et devons pousser encore plus loin la pensée qui nous permet, tout à la fois, de rester fidèles aux grands combats initiés dans le passé - en particulier aux grands combats qui se sont noués, à leur origine, autour des mots fortement porteurs de valeurs de «communisme», de «féminisme», de «libération des peuples», d'«anti-racisme», etc., - et de franchir une étape pour dépasser les cloisonnements dont nous avons hérité. La nécessité de "pousser plus loin" vient, me semble-t-il, d'un double fond d'insatisfaction et du constat de l'enlisement dans un échec à répétition qui devient, au sens le plus immédiat du terme, insupportable. Mais elle vient aussi, en positif, de l'ampleur de l'aspiration à l'émancipation humaine et à l'émergence d'un monde métis et réconcilié avec sa propre assise dans le mouvement de la Nature, dont on sent - davantage que l'on ne comprend - la force sous-jacente.

## Double constat d'insatisfaction

Le point positif de départ vient de l'incontestable progrès qu'a pu représenter le fait d'inscrire le combat politique dans une pluralité de fronts, qui, certes, se rejoignent, mais ne peuvent fusionner sous un unique drapeau. Par exemple, on ne peut définitivement plus inscrire la question plurimillénaire et pluricivilisationnelle de la domination, et donc de l'émancipation des femmes, sous le seul sceau de la lutte des classes anticapitaliste. On ne peut plus réduire l'immense et lointaine question des rapports entre l'humain et la Nature, question dite écologique, à la seule lutte contre le capitalisme. On ne peut plus réduire la destruction, mais aussi la pleine reconnaissance de la diversité des civilisations et de leur enrichissement mutuel, au seul impérialisme, voire au seul colonialisme,

car cela renvoie à des luttes entre empires beaucoup plus lointaines (que l'on pense, par exemple, à l'empire Perse, Macédonien, arabe, mongol, etc., qui ont duré pendant plusieurs siècles et dont il faut être d'une étonnante cécité pour ne pas tenir compte de leurs traces, encore vivantes, de leurs apports, mais aussi de leurs destructions).

Par exemple, une partie de notre actualité est issue de la constitution de l'empire - du califat - arabo-musulman qui a commencé juste après la mort de Muhammad et des résistances à la constitution de cet empire.

Impossible de comprendre l'Iran actuel sans en tenir compte.

La pluralité des fronts, mais aussi leur ancrage dans la longue durée historique, nous a ouvert de nouveaux horizons.

Je pense que nous ne pouvons plus, nous ne devons plus revenir en arrière sur cet acquis. Nous sommes arrivés



à un point très singulier de l'histoire mondiale où tous ces fronts se rejoignent, arrivent en quelque sorte à maturité, se co-conditionnent, sans pouvoir fusionner. C'est ce qui rend ce moment absolument passionnant. Nous avons l'énorme chance de le vivre. Mais c'est en même temps un moment difficile. Et pourtant j'ai vécu et je vis encore la découverte de cette pluralité sous la forme d'une insatisfaction. Est-ce le sentiment, voire la sensation, que nous ne sommes pas allés assez loin dans la prise en compte de ce que l'expression d'«émancipation humaine» - et non pas simplement «sociale» - recouvrirait ? Que signifie «émancipation humaine» ?

## Qu'est-ce qui agit derrière la pluralité des fronts de lutte ?

La seconde insatisfaction vient de la différence faite entre luttes sociales et action politique. Cette différence est compréhensible et légitime. Elle est issue de l'expérience négative qui a pu être faite de la manipulation des luttes sociales par les partis politiques. Et pourtant, il me semble que cela a affaibli et appauvri la compréhension des luttes dites "sociales". Et perverti la signification de l'action proprement politique. Plus encore aujourd'hui qu'hier, sans doute parce que les luttes dites "sociales" ne concernent plus seulement les luttes sur les questions d'emploi, de salaire, etc., que l'on range habituellement sous la bannière syndicale, mais embrassent des questions qui touchent à des aspects essentiels de la vie dans nos sociétés, comme l'avenir de la famille par exemple, on sent bien que cette séparation est factice, est mal posée. Il est plus juste, me semble-t-il, de parler de luttes sociétales, y compris en reconsidérant, sous cet angle, les luttes plus traditionnelles.

La fermeture d'une usine, par exemple, c'est plus qu'une perte d'emploi. C'est la mise en cause d'un espace de vie et de travail auxquels tiennent les salariés en lutte et les personnes qui vivent autour de cette usine, car il est le leur, le produit de leur propre histoire. C'est un morceau de société qui est en jeu. Et parce qu'elles sont sociétales, elles interrogent profondément le politique.

On sent bien là encore que nous vivons un tournant (illustré actuellement par les conflits dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, de la santé, etc.). Leurs modalités et leur durée changent. J'ai le sentiment qu'elles deviennent nécessairement des luttes de long terme, permanentes, mais dont il faut, bien entendu, penser les étapes, les avancées et les reculs. Elles s'inscrivent dans le vécu quotidien, permanent des rapports sociaux. La lutte sur la question de la santé, par exemple, ne pourra pas, ne peut pas s'inscrire uniquement dans le temps court d'un «mouvement». Ce type de lutte doit être repensé dans ses modalités même. Il pourra toujours y avoir des "mouvements", des "manifestations", mais ils ne représenteront que des moments particuliers dans des luttes de longue durée, tenaces, fortement ancrées dans le vécu au sein des lieux où elles prennent existence. Comment mener, penser, organiser ces luttes sociétales ? ■

*Nous sommes arrivés à un point très singulier de l'histoire mondiale où tous ces fronts se rejoignent, arrivent en quelque sorte à maturité, se co-conditionnent, sans pouvoir fusionner. C'est ce qui rend ce moment absolument passionnant.*

# ELECTIONS EUROPÉENNES

**L**e discours des principaux moyens d'information tourne en rond : incompréhension, voire ingratitude, des peuples à l'égard de la construction européenne, et «*poussée populiste*» au profit de l'extrême droite. Les progrès des forces de gauche, dans leur diversité, sont hors du champ de vision des commentateurs, et pourtant... En France comme en Allemagne, le Front de Gauche et la Linke vont maintenir un espace électoral significatif à gauche des partis se réclamant de la social-démocratie, mais sans construire des dynamiques politiques conquérantes. En revanche, dans plusieurs pays, des avancées sont probables.

Ainsi, si en Allemagne Die Linke peut espérer rassembler 8% des voix, en Grèce, Syriza, coalition de la gauche radicale, espère dépasser les 30% (multipliant pas six son résultat de 2009) le KKE (parti communiste) approche un niveau de 8% dans les sondages. En Espagne, Izquierda Unida espère atteindre les 12%, avec une très forte progression par rapport à 2009

Au Portugal, la Coalition démocratique unitaire, qui regroupe Parti Communiste et écologistes, peut passer la barre des 10%, et la gauche radicale et alternative du Bloc de Gauche celle des 5%. En Italie, dans un paysage de gauche dévasté, les listes de «*L'autre Europe*» émergent et peuvent contribuer à un processus de fondation. Si elles ne seront pas en mesure de peser de manière décisive au sein du Parlement Européen, les gauches de gauche vont progresser.

En France, après l'épisode difficiles des Municipales, le Front de Gauche est présent avec 2 têtes de liste PCF, une "sans étiquette" dans le Sud-Est, trois PG. Une militante d'Ensemble, Myriam Martin, conduit la liste dans l'Ouest, Jean-François Pellisser est en troisième position en Ile-de-France. Quelques éclairages sur cette campagne. ■

## Deux questions à Marie-Christine Vergiat, députée européenne, tête de liste Front de Gauche dans le Sud-Est

**R&V** : Quels éléments clés d'un bilan de ton mandat au Parlement Européen ?

**Marie-Christine Vergiat** : Militante des droits de l'Homme et citoyenne engagée attachée aux valeurs de gauche, j'ai défendu tout au long de mon mandat une Europe des droits, de l'égalité et de la citoyenneté, une Europe de solidarité, de justice et de progrès social, une Europe du partage des richesses et des savoirs, capable de répondre aux besoins humains et à ceux de la planète.

Malgré les régressions que nous constatons partout en ces domaines, je crois plus que jamais qu'une autre Europe est possible. J'en ai fait l'expérience pendant cinq ans, le bilan est mitigé mais je pense qu'il n'y a pas de fatalité.

Cette autre Europe est celle à laquelle aspire le plus grand nombre de nos concitoyens et elle se construit à travers nombre de luttes sociales partout en Europe. Il faut les rassembler pour leur donner de la visibilité et de la cohérence, et proposer des solutions politiques. Nous avons vu à plusieurs reprises au Parlement européen que les mobilisations citoyennes peuvent être gagnantes ce qui nous ouvre des possibles.

Ce fut, par exemple, le cas avec le rejet d'ACTA, ce traité qui prétendait lutter contre la contrefaçon mais qui, en réalité, mettait en cause entre autres la liberté d'expression sur le net : le Parlement européen a très largement rejeté cet accord par 478 voix et seuls 39 députés européens ont osé voter pour (parmi lesquels la quasi-totalité des députés UMP français).

Pendant cinq ans, notamment avec mes amis et collègues de la GUE/NGL (Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique), nous nous sommes mobilisés pour dénoncer les politiques européennes actuelles en matière économique et sociale mais aussi dans le champ des libertés publiques et de droits de l'Homme. Nous nous sommes battus contre cette Europe forteresse qui se replie sur elle-même et cherche des boucs émissaires notamment avec les Roms et les migrants. Nous avons inlassablement cherché à poser des jalons pour construire une Europe basée sur la solidarité, forte de sa diversité, basée sur les soi disant valeurs européennes – qui sont en réalité universelles – au premier rang desquels se place la dignité humaine.

**R&V** : Quelles orientations défendues dans la campagne 2014 ?

**MCV** : Pour les prochaines élections

européennes, nous proclamons qu'il faut changer radicalement les fondations de l'Union européenne. Les questions économiques sont l'un des axes majeures de notre campagne et c'est bien normal tant les politiques austéritaires font des dégâts. Il faut rompre avec ces politiques d'austérité, avec cette Europe ultralibérale, avec l'Europe de la finance et de la dérégulation, il faut revoir le mandat de la Banque centrale européenne, mettre fin à son indépendance. Il faut rompre avec la logique dominante de «*baisse du coût du travail*», en finir avec le dumping social et fiscal et lutter contre le libre échange qui donne tout pouvoir aux firmes transnationales au service des marchés, nous voulons une Europe tournée vers ses peuples, vers le progrès social et la démocratie.

Face au chômage et à la précarité, il faut offrir aux Européens un modèle de développement qui leur garantisse du travail, des revenus décents et une protection sociale. En établissant un SMIC européen, en interdisant les licenciements boursiers et en mettant un coup d'arrêt à la dérégulation des services publics, nous voulons créer un bouclier social garantissant la sécurité des emplois contre la précarisation du travail. C'est pourquoi nous nous mobilisons contre le Grand Marché Transatlantique, qui est le symbole d'une Union européenne au service des grandes firmes transnationales. Ce projet est inacceptable que ce soit par son contenu ou par la méthode adoptée pour le faire adopter. Les Peuples européens doivent être consultés. Des collectifs de plus en plus nombreux, se créent contre cet accord. Nous devons en être partie prenante. Les élections européennes du 25 mai doivent servir à envoyer un signal massif : il faut rompre avec cette Union Européenne qui nous enfonce chaque jour dans la précarité et la régression. Il faut dire à nos gouvernants qu'ils soient nationaux ou européens cette fois ci ça suffit.

La négation des peuples européens et du caractère social de l'Europe doit cesser. L'Europe doit respecter les souverainetés populaires. Développer des outils d'intervention des peuples à tous les stades, renforcer les pouvoirs des assemblées élues et ouvrir des espaces de dialogue : autant de moyens que nous proposons afin de remettre l'Europe dans les mains de ses citoyens.

C'est donc cette démarche de résistance et d'espoir que nous portons avec le Front de Gauche en France et avec les listes de la Gauche européenne dans tous les pays européens. ■

# Campagne européennes : Grand Ouest

En accordant la tête de liste de la circonscription Grand Ouest à une militante d'Ensemble, en l'occurrence notre camarade Myriam Martin, les composantes du Front de Gauche avaient évidemment en tête la complexité de la campagne sur un territoire où le candidat du Front de Gauche, Jacques Généreux, avait obtenu 4,6% en 2009, loin des 8 à 10% nécessaires pour obtenir un-e élu-e. Le défi n'était pas simple non plus pour Ensemble, toujours en phase de lancement, et sans la moindre habitude de travail coordonné au niveau des trois régions concernées : Bretagne, Pays de Loire et Poitou Charente. Ajoutons, dans l'ouest comme ailleurs, les tensions post-municipales au sein même du Front de Gauche et le gouffre politique qui sépare la majorité du PCF des autres composantes du Front de Gauche sur le dossier de Notre Dame des Landes. Et pourtant, à quelques encablures du scrutin, on peut affirmer que le Front de Gauche a su imposer sa voix

dans le débat politique. Le mérite en revient largement à Myriam Martin et aux militant-e-s d'Ensemble.

Avec 25 listes en concurrence, dont près d'une dizaine pouvant se prévaloir peu ou prou d'être critiques à la gauche du PS, ce trop-plein pouvait vite tourner à la confusion, voire à l'impuissance,

face à un électorat déjà largement sceptique sur l'importance du Parlement européen. Il fallait donc d'abord pour le Front de Gauche, sa porte-parole et ses colistiers être en permanence présents au plus près des habitant-e-s, de leurs préoccupations et de leur résistance face au chômage et à l'austérité, pour pouvoir espérer être entendus sur la question européenne et donner corps à notre programme « rompre et désobéir pour refonder l'Europe ». Là encore, toutes composantes confondues, le Front de Gauche a su être présent.

Reste que le très court temps de la campagne, qui plus est ponctué par les vacances scolaires et les week-ends de mai, et surtout l'ampleur de la crise globale dans laquelle sont englués la France et les pays de l'union européenne, avec un très fort sentiment de lassitude et même de ras l'bol du jeu politique, n'auront que très imparfaitement permis d'élargir le front de la résistance à l'Europe libérale. Par delà les résultats du 25 mai prochain, c'est ce chemin qu'il nous faudra poursuivre. ■

Julien DOUILLARD

*« Il est temps de refonder une autre Europe, sociale, solidaire et écologique. Une Europe qui reconnaisse partout le droit fondamental à l'IVG. Une Europe qui rejette le Grand Marché transatlantique. »*



Myriam Martin, tête de liste Front de gauche Grand Ouest

## Rompre avec l'austérité et refonder l'Europe !

**» Un vote au même moment partout en Europe, quelle belle image de peuples unis dans un bel élan politique ! Pourtant, rien n'est moins vrai. Les peuples risquent fort de bouder le scrutin. Ils sont légitimement en colère car**

**l'Europe imposée depuis des décennies n'a rien à voir avec celle des peuples qu'elle devrait être.**

**Elle se réduit à un grand marché où la « concurrence libre et non faussée » est la règle absolue. Ceci va se renforcer dramatiquement avec le Traité Transatlantique en préparation qui, comme toutes les politiques d'austérité, s'appliquera de manière autoritaire aux peuples tenus à l'écart des décisions. Ces politiques libérales menées par les différents gouvernements et les institutions européennes au profit des plus riches, détruisent la vie et l'environnement de millions d'Européens.**

**Il est temps d'exiger la rupture avec les politiques d'austérité, ce qui n'est pas possible sans désobéir aux différents traités imposés par nos dirigeants et par la commission européenne. Il est temps de refonder une autre Europe, sociale, solidaire et écologique. Une Europe qui reconnaisse partout le droit fondamental des femmes à l'IVG dans tous les pays. Une Europe qui rejette le Grand Marché transatlantique.**

**S'abstenir c'est laisser se poursuivre les mêmes politiques que l'on connaît. Au contraire, pour que les peuples se saisissent du débat public et des décisions concernant les politiques économiques, sociales et environnementales, allez voter et faites voter pour des député-es du Front de Gauche.**

**Alors le 25 mai, Place aux Peuples !**

**»**

## Sortir de l'euro : une gauche qui a oublié l'essentiel

La sortie de l'euro est une proposition fréquemment mise en avant par une partie de la gauche de gauche. Sous couvert de vouloir mettre en œuvre des politiques monétaire, budgétaire et de change, cette proposition ne vise qu'à esquiver un affrontement de classe que l'euro contribue à exacerber. Un curieux débat hante la gauche de gauche depuis maintenant plusieurs années : la sortie de l'euro. Des économistes de diverses sensibilités – Jacques Nikonoff, Jacques Sapir ou Frédéric Lordon – se sont prononcés en faveur d'une telle sortie, nécessaire selon eux, pour retrouver des marges de manœuvre, impulser une politique sociale, voire, pour les plus ambitieux, engager un processus de transformation. Avant d'examiner ces arguments, revenons tout d'abord sur ce qu'est une monnaie moderne. La monnaie est aujourd'hui une créance sur la société. En disposant de cent euros en poche, on est autorisé à

acheter des biens ou services. C'est vrai de l'euro et c'est tout aussi vrai pour la monnaie alternative d'un Système d'échange local. L'euro permet donc d'acheter dans l'ensemble des pays de la zone euro. Si on veut acheter ailleurs, on doit d'abord les convertir à moins que notre interlocuteur n'accepte les euros. À l'inverse des monnaies basées sur des marchandises – l'or par exemple – il s'agit d'une monnaie moderne basée sur la confiance que l'on a dans le groupe qui utilise cette monnaie. Vouloir sortir de l'euro, c'est vouloir sortir de ce groupe qu'est la zone euro pour reprendre sa souveraineté nationale sur la monnaie. Pour faire quoi ? Mener une politique monétaire ? Espérer relancer la croissance en baissant les taux d'intérêt de la BCE qui sont déjà bien bas ? Ceci laisse relativement peu de marges de manœuvre. De la croissance pour résoudre le chômage ? Voilà qui ne nous différencie guère de nos adversaires... Faire

marcher la planche à billets pour résorber la dette publique ? Politiques qui ont été utilisées au sortir des guerres pour noyer la dette. Rien de bien radical tant cette politique touche indifféremment les petits et les gros patrimoines. Mener sa politique de change, pratiquer des dévaluations compétitives ? Un des arguments contre l'euro est qu'en cas de déficit commercial, la monnaie est dévaluée et que le pays retrouve alors sa compétitivité. Dans le cas de la zone euro, en cas de déficit commercial d'un pays par rapport aux autres, ce sont les prix qui doivent s'ajuster. En cas d'ajustement des prix, qui doit payer ? Le capital ou le travail ? Voilà la véritable question que bien sûr le capital n'évade pas : au nom de la compétitivité, ce sont les salaires qui doivent s'ajuster à la baisse. Et si au contraire, c'étaient les profits ? Et si cette réduction des profits ouvrait la voie à l'appropriation générale des entreprises par les salariés ? Dit autrement,

# Contre les extrêmes droites et les offensives réactionnaires, un projet européen d'émancipation

Les élections européennes se déroulent dans un climat d'atonie et de désintérêt y compris des franges les plus militantes, à l'exception notable des partisan-e-s du boycott.

Au-delà de sondages plus ou moins fiables, le risque d'un FN au-dessus de 20 %, voire en tête, couplé à une abstention record, est à craindre dans la circonscription sud-est où JM Le Pen est tête de liste. En effet, l'approfondissement de la crise politique en France, l'aggravation de la crise démocratique, économique et sociale à l'échelle de l'Europe et la colère contre une UE austéritaire, rendent une telle situation envisageable. Mais la montée de l'extrême droite aura sûrement une dimension européenne beaucoup plus large et beaucoup plus inquiétante. Tout cela accompagné d'offensives réactionnaires dans tout le continent : « Europe forteresse » légitimée, islamophobie et racisme anti-roms, remise en cause des droits des femmes. Pourtant, l'égalité hommes -femmes figure comme un des principes fondateurs de la construction communautaire européenne. S'il y a eu des avancées pour les droits des femmes (emploi, éducation...), l'écart reste grand entre principes et réalité. Depuis les années 90, à la notion d'égalité femmes-hommes, s'est substituée celle de «conciliation de la vie familiale et professionnelle» pour permettre de fait plus de flexibilité. Le temps partiel s'est imposé en précarisant particulièrement les femmes. C'est l'égalité par le bas au lieu de choisir la «Clause de l'Européenne la plus favorisée»

Depuis, sous l'action conjuguée des politiques d'austérité, de la finance et des forces réactionnaires, les droits des femmes sont remis en cause :

- deux rapports concernant l'égalité hommes-femmes et les droits sexuels ont été rejetés par l'UE

- l'avortement est toujours interdit dans plusieurs pays, remis en cause en Espagne, menacé en France par manque de moyens ...

- les femmes sont de plus en plus exposées au chômage, à la précarité et subissent de plein fouet les coupes budgétaires dans les services publics .

Les femmes d'Europe veulent/doivent pouvoir bénéficier des droits les plus avancés et ceux-ci doivent être reconnus comme droits fondamentaux.

La rupture s'impose donc avec les politiques d'austérité et le cadre institutionnel actuel de l'UE par une stratégie de désobéissance unilatérale et coopérative :

- une rupture qui s'accompagne nécessairement d'un projet de refondation .

Car c'est là l'enjeu : relever les défis de la crise globale, apporter des solutions porteuses d'espoir, montrer que l'Europe et l'UE, malgré tous leurs défauts, sont la bonne échelle pour imposer une autre logique : celle d'une Europe de l'émancipation, solidaire, féministe, antiraciste, écologiste et qui affirme la nécessité d'un processus constituant européen basé sur la démocratie active et une refonte institutionnelle ;

- un projet combattant politiquement les appels au boycott qui se font sur des bases nationalistes et ne sont qu'un piteux appel à l'abstention, légitimant

les idées du Front National et des extrêmes droites anti-Europe. Le boycott ne pourra en rien changer l'UE mais, en plus, délégitimera l'idée même d'une construction européenne ;

- Un projet qui ne s'accommode pas des tendances au repli national (même « temporaire », même « stratégique ») présentes dans une partie des gauches européennes.

En effet, il est essentiel de proposer un projet européen pour offrir de réelles perspectives pour sortir de la crise globale qui touche l'Europe : c'est à cette condition que nous pourrions apparaître comme une véritable alternative. Dans cette perspective, la campagne pour « Changer l'Europe » du Parti de la Gauche Européenne derrière Alexis Tsipras ainsi que le texte programmatique du Front de Gauche « Rompre pour refonder l'Europe » sont de bonnes bases pour amorcer une réflexion et un combat sur la nécessité de refonder l'Europe. Il est de notre responsabilité de nous atteler à cette tâche urgente face au péril que représente une extrême droite de plus en plus conquérante

Dans la circonscription du grand sud-est, l'enjeu est plus grand encore en région PACA. Celle-ci est convoitée par le FN aux prochaines élections régionales. C'est aussi un lieu d'implantation de courants plus radicaux que le FN (Ligue du Sud dans le Vaucluse et Identitaires dans les Alpes-Maritimes) et de tentatives de passerelles entre l'extrême-droite et une partie de la gauche sur le thème du retour à la nation. ■

Florence CIARAVOLA et Arthur LEDUC

le fait d'avoir une monnaie nationale permet de faire payer simultanément le capital et le travail en cas de déficit extérieur, d'éviter le conflit de classe. Cette vision est d'ailleurs elle-même illusoire car les classes populaires n'ont que leur revenu en monnaie locale pour vivre alors que les riches ont toute latitude pour convertir leur patrimoine dans d'autres monnaies. Une monnaie unique à plusieurs pays est donc de facto un moyen d'exacerber les contradictions de classes que la vraie gauche ne doit pas sous-estimer... à moins de refuser de se battre pour l'appropriation de l'économie par les salariés.

Pour l'appropriation de l'économie par les salariés.e.s

C'est peut-être ici que se noue le cœur du débat. Même avec l'Union européenne, l'essentiel de la

souveraineté politique reste l'échelon national. Même critiquable, nous participons à cette démocratie parce que nous pensons qu'il est encore possible d'élire une majorité de progrès. Elle devra résorber le chômage non par une accélération vaine de la croissance mais par une réduction drastique du temps de travail sans perte de salaire. Elle devra revenir sur toutes les contre-réformes des retraites et permettre à la sécurité sociale de prendre en charge 100 % des dépenses de santé. Elle engagera la transition écologique de notre économie sans perte de pouvoir d'achat pour les salariés. Cela aura pour effet d'augmenter résolument la part des salaires, individuels comme socialisés, dans la valeur ajoutée et devra déboucher sur une remise en cause des profits et donc une appropriation des entreprises par les travailleurs. Pourquoi donc vouloir afficher une sortie a priori de l'euro si ce

n'est que pour éviter cet affrontement de classes ? Pourquoi vouloir partir avec une monnaie immédiatement dévalorisée qui va peser sur le pouvoir d'achat des classes populaires ? Pourquoi vouloir mettre la France à l'écart du reste de l'Union européenne alors qu'elle risque justement d'être le « mauvais exemple » à suivre ? Le Front national préconise la sortie de l'Euro pour rétablir un compromis de classe entre le salariat et la petite bourgeoisie nationale contre le capitalisme globalisé à l'image de ce que pratique aujourd'hui la Hongrie. Vision complètement réactionnaire au sens étymologique du terme. Sans douter de la sincérité progressiste des partisans de gauche de la sortie de l'euro, nous ne pouvons que nous demander ce qu'ils font dans cette galère. ■

Benoît BORRITZ

# La malfaçon

**D**e l'inutilité de prêcher l'athéisme au Vatican : « *Il faut être aveugle, borné ou totalement crétin pour imaginer que la moindre modification significative du système néolibéral puisse venir du jeu normal des institutions politiques, où précisément le système en question a trouvé un inexpugnable refuge* ». Le ton soutenu (ici p. 286, mais en virulence soutenue, continue), fait entendre que Frédéric Lordon ne participe pas de l'optimisme des euro-béats.

Sous la plume vive de l'auteur, la monnaie unique est dévaluée, la BCE abattue, l'ordo-libéralisme allemand conspué... De façon décalée, à rebours du politiquement correct enclin à célébrer les (novices) vertus d'un internationalisme abstrait, F. Lordon préconise, argumente en faveur d'un retour aux souverainetés nationales. (Lire, encadré : « *Ce que l'extrême droite..* »)

La souveraineté vue de gauche « *n'a pas d'autre sens que la souveraineté du peuple* » (p.230). La nation sous l'égide du capital, c'est l'ambition du FN, une autre malfaçon qu'il importe de dénoncer.

## Retour provisoire aux monnaies nationales...

Désobéir à l'Europe, enfermée dans le carcan des successifs traités sans répudier l'euro, monnaie unique, inique est une dangereuse illusion, sous la férule de la BCE : « *... Il n'y a plus rien à gouverner, toute la matière gouvernable ayant été soustraite à la délibération gouvernante.* » (p.52).

Une contre offensive démocratique passe par un retour aux souverainetés monétaires nationales. La monnaie unique ne permettra jamais la mise en place d'une politique sociale, écologique, sympa... On observe au contraire une divergence « *des différentiels de productivité et de coûts* [...] *L'ajustement réel s'opère – par les salaires (à la baisse) et le chômage*

(à la hausse). » (p.182). L'Europe actuelle n'est que la régionalisation d'un capitalisme mondialisé, le contournement des entités, identités nationales est un impératif pour l'extension des domaines de la marchandise. « *L'euro actuel procède d'une construction qui a eu pour effet de donner toute satisfaction aux marchés des capitaux.* » (p.88).

Pour s'en libérer, esquisser, tracer une voie nouvelle, vers la reconquête de la souveraineté monétaire comme condition d'une autre politique : « *il faut donc se faire à l'idée que le retour à la case départ*



## ... pour instaurer une monnaie commune.

Le chapitre 7 (p. 185, passim) technique, qui nécessite une attentive lecture, évoque les modalités de construction d'une monnaie commune et non plus unique.

Quelques

éléments d'une argumentation cohérente et plutôt convaincante : « *à la grande différence de la monnaie unique, le système monnaie commune/dénominations nationales offre des possibilités d'ajustement de change intra-européen par construction, exclues de l'euro actuel [...] cette ré-autonomisation de la politique monétaire, vise à la renationalisation des déficits publics.* »

Les banques nationales sont en leurs prérogatives restaurées, le marché des changes supprimé, l'éventuelle banque européenne fortement reconsidérée, gardienne de la monnaie commune dans « *les nouvelles règles ayant pour effet d'indexer les réalignements de change sur les soldes courants quand ils deviennent polarisés, c'est-à-dire de rendre de droit la dévaluation pour les pays déficitaires...* ».

Ce qui n'est pas un mince changement. « *Imaginons, que la Grèce, le Portugal,... puissent ainsi rééquilibrer et leur balance commerciale, et de facto le montant de la dette...* »

Faire du défaut une arme politique, « *mettre enfin un terme au désordre de la finance libéralisée, ne nous coûtera même pas le taxi pour renvoyer les banquiers à une retraite précoce, sans chapeau, bonus ou stock-options, faut-il le dire.* » (p. 116).

Payer le taxi... n'auront-ils conservé limousine et chauffeur ?

Pour le simple piéton, un livre utile à lire avant d'aller voter ou... de s'abstenir. ■

Alain VÉRONÈSE

## Ce que l'extrême droite ne nous prendra pas

“ La colorimétrie des demi-habiles ne connaissant que deux teintes, toute mise en cause de l'Europe, fut-elle rendue au dernier degré du néolibéralisme, est le commencement d'une abomination guerrière, toute entrave au libre-échange est la démonstration d'une xénophobie profonde [...], l'annonce d'un renfermement autarcique [...], la certitude (logique) du... national socialisme. [...] Le pire, cependant tient au fait que ces imputations, où le grotesque le disputa à l'ignoble, font sentir leurs effets d'intimidation jusque dans une fraction de la gauche critique, terrorisée à la pensée du moindre soupçon de collusion objective avec le FN. Or, à y regarder de plus près un souverainisme de gauche se distingue aisément d'un souverainisme de droite. [...] Il est bien vrai cependant que le FN se montre d'une redoutable habileté dans le pillage éhonté des idées de la gauche critique... le FN s'avance gaiement, se goinfrant des thèmes de gauche pour mieux semer une réjouissante confusion. » (p.227).

“monnaies nationales” est l'issue la plus probable [...], mais sans exclure que la case départ soit une case de re-départ »(p.189)



La malfaçon  
Monnaie européenne et  
souveraineté démocratique  
Frédéric Lordon  
Editions les Liens qui libèrent,  
2014.

## Je voterai blanc aux élections européennes

Militant depuis de longues années aux Alternatifs et maintenant à Ensemble !, et donc au Front de Gauche, j'ai décidé de voter blanc aux prochaines européennes, et de le faire savoir. Ce n'est pas de gaieté de cœur que je prends cette décision, mais pour moi -et cette réflexion n'engage que moi- quand l'inacceptable est atteint, ne pas le dénoncer, c'est le cautionner. Et cet inacceptable est atteint par G. Amard et certains de ses acolytes du PG. Je passe sur les turpitudes du PG et de E. Girod aux municipales de Besançon. J'espérais que cela ne se reproduirait pas aux européennes, mais c'est pire! Le PG décide de tout, tout seul, sans se concerter avec les autres composantes, et parfois sans les prévenir (textes, matériel, conférence de presse, réunions...) et, cerise sur le gâteau, nous avons appris ces derniers jours que :

- l'intitulé de la liste est « Rompre et refonder l'Europe, liste FdG soutenue par JL Mélenchon »,

- le 9 mai G. Amard a déposé une gerbe à Verdun pour dénoncer « l'Europe des guerres américaines »,

- une réunion est annoncée à Besançon le 15 mai pour dire « Non à l'Europe allemande ! ».

Trop, c'est trop : ces méthodes, cette personnalisation outrancière et ces slogans au racisme à peine voilé sont inacceptables : je ne peux pas voter pour G. Amard. ■

Jacques FONTAINE

NB : Si je votais en Rhône-Alpes, en Ile-de-France ou en Bretagne, je n'aurais aucune hésitation à voter pour les listes conduites par M.-C. Vergiat, P. Le Hyaric ou M. Martin

## Brève chronologie de l'Algérie contemporaine

• **1986** : Effondrement du prix du pétrole qui entraîne l'Algérie dans la pire de ses crises économiques depuis l'indépendance. Octobre

• **1988** : L'exigence démocratique des manifestants est réprimée dans le sang par le pouvoir (500 morts ?) tandis que les mouvements islamistes font leur apparition au grand jour. Le gouvernement lâche du lest en autorisant la liberté de la presse, la liberté d'association et le multipartisme. Les islamistes sont les premiers à en profiter en créant un parti anticonstitutionnel, le Front islamique de Salut (FIS) en 1989.

• **Fin 1988** : Création du Comité national contre la torture qui dénonce la torture lors de la répression des manifestations d'octobre.

• **Juin 1990** : Aux premières élections locales libres, le FIS obtient 54% des voix et rafle la majorité des sièges.

• **Novembre 1991** : Après des mois d'une stratégie de tension menée par le FIS qui ne cache pas sa volonté d'arriver au pouvoir « par les urnes ou par les armes », l'attentat de Guémar (une dizaine de soldats égorgés et émasculés par un commando islamiste) marque le début de la « décennie noire ».

• **26 décembre 1991** : Élections législatives : bien qu'il n'atteigne pas la majorité absolue (il a perdu un quart de son électorat), le FIS est largement en tête et, devant l'émiettement de ses adversaires, il est quasiment certain d'obtenir la majorité des deux tiers au second tour, ce qui lui permettra de modifier la constitution. L'historien et militant indépendantiste algérien Mohamed Harbi qualifie le processus électoral algérien de « non démocratique ».

• **Début janvier 1992** : Création du Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie à l'initiative du principal syndicat (UGTA), de plusieurs partis politiques (RCD, PAGS...) et de larges secteurs de la société civile qui demande l'interruption du processus électoral.

• **11 janvier 1992** : Intervention de l'armée qui annule le second tour des législatives puis fait appel à Mohamed Boudiaf (l'un des plus prestigieux dirigeants de la guerre d'indépendance) pour prendre les rênes du pouvoir... sous contrôle de l'armée. Mais M. Boudiaf lutte à la fois contre le terrorisme islamiste en plein développement et les privilèges indus des militaires qui dirigent de fait le pays.

• **29 juin 1992** : Assassinat de M. Boudiaf, il ne semble pas que les islamistes soient impliqués... Dès lors l'Algérie est prise dans une spirale de violence qui laisse craindre,

dans les années 1994-95, un effondrement de l'État. L'armée commence à rétablir la situation au second semestre 1995.

• **26 mai 1993** : assassinat de l'écrivain (poète et romancier) Tahar Djaout par un commando islamiste. Cet assassinat marque le début d'une série de crimes contre des membres de la société civile dont les noms sont affichés sur des listes dans diverses mosquées.

• **1994** : L'Algérie est contrainte d'accepter le plan d'ajustement structurel du FMI, ce qui aggrave encore les conditions de vie de la population.

• **16 novembre 1995** : L'élection du général Zéroual à la présidence de la République (élection pour laquelle l'armée avait sollicité Abdelaziz Bouteflika qui a décliné la proposition...) marque le début de la reconstruction de l'État algérien. L'armée, aidée de milices (parfois créées par d'anciens combattants de la guerre de libération) reprend petit à petit le contrôle du territoire au détriment des combattants islamistes.

• **21 septembre 1997** : L'un des plus importants groupes militaires islamistes, l' AIS (Armée islamique du Salut) décrète un cessez-le-feu, mais les GIA (Groupes islamistes armés) continuent la lutte et multiplient les massacres de civils.

• **15 avril 1999** : Alors que la situation sécuritaire a été largement améliorée sous la présidence de Zéroual (qui a annoncé sa démission à l'automne 1998), Abdelaziz Bouteflika (qui cette fois a accepté la proposition de l'armée) est élu président de la République lors d'un scrutin qui ne fut pas parfaitement démocratique. Peu après son élection, A. Bouteflika propose une loi de réconciliation nationale dite « Concorde civile » qui sera approuvée par plus de 90% des votants au referendum du 16 septembre 1999. Cette politique de concorde nationale fut critiquée, en particulier par les organisations de défense des droits de l'homme, car, au nom de la réconciliation et de l'amnistie elle empêcha la traduction en justice de nombreux criminels, qu'ils fussent membres de l'armée ou des milices gouvernementales ou des groupes terroristes islamistes.

Les GIA, discrédités par les massacres de 1997 et 1998 s'affaiblissent et l'on peut considérer qu'en 2001 la « décennie noire » se termine (même si le terrorisme islamique ne disparaît pas complètement) avec un bilan dramatique : 150 000 morts (selon l'estimation la plus communément admise), un million de déplacés, un coût économique considérable.

• **2004, 2009, 2014** : réélections de Bouteflika lors de scrutins fort peu démocratiques. ■

# Algérie : un printemps arabe spécifique

*Parti deux semaines en Algérie, je me suis rendu à Sour El Ghozlane, où j'ai été professeur coopérant en 1972-1973, à Annaba, à Tipasa et à Alger. Depuis mon retour de coopération, c'est la douzième fois que je retourne en Algérie.*

## L'agitation sociale

L'Algérie connaît une certaine agitation, sans doute en écho aux "printemps arabes". En effet, une série de mouvements locaux se déroulent. En particulier le logement : transparence dans l'attribution de logements sociaux, relogement d'habitants de bidonville, accélération des travaux de construction. Mais aussi l'emploi et la précarité. Les autres revendications sont l'augmentation des salaires, l'amélioration des services publics (accession à l'eau potable, à l'électricité, au gaz de ville ; création de salle de soins, réouverture de bureaux de Poste, bitumage ou création de route, éclairage public), ou concernent le cadre de vie (création d'espaces verts, de MJC, de salle de sports ; abandon de décharge souterraine d'ordures). Parfois, ces revendications s'accompagnent d'une demande de destitution de responsables locaux. Les moyens d'action sont variés : sit-in, grèves, occupations d'APC\* et surtout barrages de routes ou de voies ferrées. Ces mouvements peuvent tourner à l'émeute comme ce fut le cas durant mon séjour dans les banlieues algéroises de Baraki et des Eucalyptus, dans le Constantinois, à L'Ouenza ou à Ghardaïa, où les chômeurs ont pillé les magasins.

Au fil du temps, la société civile algérienne s'est organisée. Bien qu'illégaux à leur naissance, des syndicats, à l'image du CNES (Conseil National de l'Enseignement Supérieur) créé en 1991, se sont formés en dehors de la confédération officielle l'UGTA. Ce qui pousse cette dernière à devenir revendicative. Une Coordination Nationale de Défense des Droits des Chômeurs a été créée. D'autres associations se créent : par exemple l'Association Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC).

Craignant la contagion "printanière", le gouvernement lâche du lest. Ce qui entretient le mouvement. Cependant, souvent il ne tient pas ses engagements.

Tel est le cas à l'égard des enseignants qui ont fait grève en octobre 2013.

Cependant, l'opinion publique craint que la situation s'enflamme trop, car les Algériens n'ont pas envie de revivre les années traumatisantes de la "seconde guerre d'Algérie". En conséquence, il n'est pas d'actualité de remettre en cause le régime, qui est toujours plus ou moins contrôlé en sous-main par les militaires. On se contente donc de renforcer les contre-pouvoirs.

## La rente pétrolière profite de plus en plus à la population

Depuis mon dernier séjour d'étude en Algérie (2007-2008), j'ai trouvé que la situation économique des Algériens s'était nettement améliorée. On trouve beaucoup moins de jeunes désœuvrés dans la rue, beaucoup moins de petits marchands sur le trottoir. Le taux de chômage qui était de 30% en 1999<sup>1</sup> est tombé à 9% en 2013<sup>2</sup>. J'ai pu constater que les commerces formels ont progressé en nombre et en qualité. Le nombre de boutiques de vêtements féminins a beaucoup augmenté. À Sour El Ghozlane, le rez-de-chaussée des nouveaux immeubles est rapidement occupé par une boutique. Le nombre de voitures a considérablement augmenté. Même à Sour El Ghozlane les automobiles sont maintenant très nombreuses.

L'importante augmentation de la manne pétrolière a permis au régime "d'acheter la paix sociale" tout en maintenant une bonne "part de gâteau" à ses tenants. Il faut savoir que de 2007 à 2012, le PIB par habitant, en dollars, a augmenté de 14%<sup>3</sup>. Ainsi, le gouvernement a créé pour les jeunes 90 000 pré-emplois, qui sont, certes, des emplois précaires. Il a octroyé de très nombreux prêts à taux zéro pour les agriculteurs et les créateurs d'entreprises d'artisanat d'art, et ce sans trop considérer la rentabilité de ces investissements. Ainsi, en 2013, 100 000 emplois ont été créés dans ce dernier secteur<sup>2</sup>.

Le gouvernement a continué de mettre l'accent sur la construction immobilière. En plus de la construction de logements sociaux, il subventionne fortement les logements voués à l'accession à la propriété. Les chantiers sont partout présents. De ce fait, d'anciens bleds

comme Sour El Ghozlane ou Tipasa sont devenus, en 40 ans, des villes. Ainsi, les conditions de logement des Algériens n'ont plus rien de commun avec celles des années 1970, et ce d'autant plus que la taille des familles s'est réduite. L'ensemble de ces améliorations font que l'émigration s'est fortement réduite, le solde migratoire est même devenu positif.

De son côté, l'armée conforte sa part du gâteau. Ainsi, en 10 ans, le budget de la défense a été multiplié par 4,9<sup>2</sup>. Avec celui de l'Intérieur, il représente au total 36% de l'ensemble du budget de l'État<sup>2</sup>. Or, déjà réduit à 18 mois, le service national va, en 2014, passer à 12 mois, l'Algérie est sortie de sa guerre civile et n'a aucune visée belliqueuse. On ne peut donc que s'interroger sur la destination de cette masse d'argent (dont, d'après l'ALNC, des rétro-commissions lors de la signature de contrats d'achats d'armes à des sociétés étrangères).

## L'économie algérienne s'assimile de plus en plus à une économie de rente.

En effet, la production des hydrocarbures, surtout depuis l'explosion du prix du brut en 2007, prend une place de plus en plus grande : 98% des exportations<sup>4</sup>. En revanche, malgré le développement des cultures sous serre, 70% de la consommation alimentaire est importée<sup>4</sup>. Les importantes subventions de l'État contiennent les prix des produits alimentaires de base (pain, semoule) : par exemple une baguette de pain ne coûte que 10 dinars, soit 9 centimes d'euro. Ces bas prix n'empêchent pas les ménages algériens de consacrer une bonne part de leur budget à l'alimentation : 42%<sup>2</sup>.

Si le bâtiment est dynamique, le reste de l'industrie est atone. Il ne représente que 4% du PIB<sup>2</sup>.

## Une économie qui demeure peu libérale.

La productivité reste faible, en partie pour limiter le chômage. La main-d'œuvre est souvent en surnombre. La non-adhésion de l'Algérie à l'OMC facilite une telle politique parce que l'économie subit moins la concurrence internationale. L'économie algérienne demeure l'une des moins libérales : dans un classement international, elle est la 142e moins



# un immobilisme politique inquiétant

libérale sur 152 pays<sup>2</sup>. L'Algérie est relativement peu développée en ce qui concerne l'usage des technologies de l'information et de la communication. Dans un classement international sur ce sujet, elle n'occupe que le 131<sup>e</sup> rang sur 144 pays classés<sup>1</sup>.

## La massification des études supérieures

Les enseignants se plaignent de la baisse du niveau des élèves tant dans le secondaire que dans le supérieur, d'effectifs des classes surchargés dans le secondaire, et de la baisse de motivation des élèves. Force est cependant de constater que de plus en plus de jeunes entrent à l'université. De 1990 à 2008, le nombre d'étudiants était passé de 221 000 à 1,2 million<sup>5</sup>. À titre de comparaison, l'Algérie compte 38 millions d'habitants<sup>5</sup>.

Durant mon séjour, j'ai pu constater que presque tous les enfants de mes anciens élèves rencontrés faisaient des études supérieures. Les jeunes sont financièrement soutenus pour faire des études. Les universités sont gratuites. Par ailleurs, de nombreux étudiants sont boursiers. Enfin, les frais de logement, d'habitat et de transports sont réduits pour eux, m'a-t-on indiqué. Les difficultés d'emploi des jeunes les incitent à prolonger leurs études.

L'augmentation du niveau scolaire conduit beaucoup de jeunes à refuser les travaux les plus pénibles et mal rémunérés. Ainsi, l'industrie du bâtiment est peu attractive. Elle emploie donc maintenant de la main-d'œuvre immigrée (Chinois, Turcs, Égyptiens).

## Une démocratie encore à conquérir

Si la société civile obtient au fil des années de plus en plus de droits, la situation n'est pas encore mirifique. La Ligue Algérienne des Droits de l'Homme se plaint de la torture pratiquée par la police. À ce sujet, une mission de l'ONU a été empêchée d'enquêter. Par ailleurs, des manifestants ayant procédé à des coupures de voies de communication sont poursuivis devant les tribunaux. En outre, des militants de l'ANLC sont menacés de mort.

L'achat de faux documents auprès

des membres de l'administration est fréquent. La corruption demeure donc importante. Selon Transparency International, l'Algérie est en 94<sup>e</sup> position sur un total de 177 pays<sup>2</sup>. À noter cependant des progrès récents puisqu'en 2012, elle était au 105<sup>e</sup> rang<sup>2</sup>.

## Santé : en progrès mais peut mieux faire

Les Algériens apprécient la gratuité des soins de santé. L'opinion générale est que les soins s'améliorent au fil des années. Le nombre de médecins est passé de 51 pour 100 000 habitants en 1987<sup>7</sup> à 121 actuellement<sup>8</sup>. Cependant, l'accès aux soins médicaux et leur qualité restent insuffisants. L'Ordre des médecins demande plus de personnel et une meilleure formation pour celui-ci. De plus, les conditions de vie (hygiène publique, pollution) nuisent fortement à la santé. Dans ces conditions, l'espérance de vie est moyenne pour la région: 73 ans contre 75 en Tunisie, 73 en Égypte et 72 au Maroc<sup>9</sup>.

## La neutralisation de l'islamisme

La prégnance de l'islam semble en léger déclin. Certes, on ne voit toujours pas de femmes dans les cafés, la majorité de celles-ci portent des voiles. Mais ces derniers cachent des têtes de femmes nouvelles car instruites. D'une manière générale, les jeunes femmes ont l'ambition de travailler.

Je n'ai plus vu trace des "terroristes" islamiques. Ce qui rend les villes plus sûres qu'auparavant. Beaucoup d'Algériens sont reconnaissants à l'égard du Président Abdelaziz Bouteflika qui, par sa politique de "concorde nationale" a mis fin à la seconde guerre d'Algérie.

Le régime installé à l'indépendance par les militaires perdure, mais sous l'effet du mouvement social il est amené à faire de plus en plus de concessions. ■

**Jean-François LE DIZÈS**

Auteur de « globe-trotter, carnets de voyage d'un burlingueur militant », 2007, Éditions L'Harmattan

\* Assemblées Populaires Communales (Mairie)

Sources chiffrées

(1) Le quotidien « L'Est »

(2) Le quotidien « El Watan »

(3) Site perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/DZA/fr/NY.GDP.PCAP.PP.CD.html

**L**a réélection de Abdelaziz Bouteflika à la présidence de l'Algérie me donne l'occasion de faire un point rapide sur la situation de ce pays, en complément du compte-rendu de voyage de Jean-François Le Dizès (Cf.Ci-contre) dont je ne partage pas l'ensemble du contenu.

## Une situation sécuritaire et économique améliorée, mais une situation sociale toujours préoccupante

Durant les trois premiers mandats de Bouteflika (1999-2014), l'Algérie a beaucoup changé. Bouteflika a mis fin à la "décennie noire" cette guerre civile imposée par les islamistes au peuple algérien qui a fait environ 150 000 morts... N'oublions pas cependant que l'essentiel de la lutte contre le terrorisme islamiste avait été fait par son prédécesseur, Liamine Zeroual et que Bouteflika en a tiré tout le bénéfice politique et a imposé, dès l'été 1999, une "concorde civile" qui n'a pas permis que justice soit faite, ni pour les militaires et les milices d'autodéfense qui se sont livrés à de multiples exactions et encore moins pour les terroristes islamistes qui ont largement fait pire.

Pendant ces 15 années, la population a continué à augmenter rapidement (1,5 à 2%/an), à un rythme sensiblement plus faible que pendant les années 70 ou 80, mais elle est passée néanmoins de 30 à 39 millions. Grâce aux prix élevés du pétrole et du gaz, le niveau de vie de la population s'est amélioré, le chômage a régressé, le nombre d'étudiants a été multiplié par 3, d'importants travaux d'infrastructures ont été réalisés ou sont en cours : des millions de logements, des milliers de km de routes et autoroutes, des barrages, des voies ferrées...

Mais, la production économique reste faible en dehors des hydrocarbures : l'agriculture ne nourrit pas un Algérien sur deux, l'industrie n'a pas retrouvé son niveau de production d'avant la crise de 1986 et la très grande majorité des produits de consommation, du textile à l'automobile, est importée, au profit des mafias de l'import-export, souvent tenues par des militaires ou anciens militaires. Si le chômage a diminué, il est beaucoup plus

élevé que le chiffre officiel de 10% : il est probablement compris entre 15 et 20%, et ceci sans compter les femmes au foyer, qui sont très largement majoritaires ; le chômage des jeunes est lui voisin de 25%. Le puritanisme traditionnel de la société, aggravé par l'islamisme, et le recul de l'âge du mariage (vers la trentaine) ont accru les frustrations d'une jeunesse qui se voit sans avenir et ne rêve que de partir vers l'Europe ou l'Amérique, quitte à prendre des risques inconsidérés pour traverser la Méditerranée sur de bateaux de fortune, sur le modèle bien connu maintenant du haraga, brûleur (en arabe algérien) de papiers, de bateau, voire de la vie...

**Une atonie politique persistante**

Les processus révolutionnaires arabes n'ont pas eu un grand écho en Algérie. Il y eu bien quelques manifestations en janvier 2011, mais la rapide réaction du gouvernement qui, vu ses moyens financiers, put aisément desserrer les cordons de la bourse (augmentations de salaires, primes, subventions...) et le douloureux souvenir de la « décennie noire » firent que ces mouvements s'arrêtèrent rapidement : la crainte de la

fitna (désordre, chaos) reste encore forte dans l'Algérie d'aujourd'hui.

Certains espèrent que l'élection présidentielle d'avril 2014 serait l'occasion d'un véritable changement politique et la fin du système mis en place pendant la guerre d'indépendance basé sur la primauté du militaire sur le politique. Cet espoir était d'autant plus fort que Bouteflika est âgé (77 ans) et handicapé depuis son AVC du printemps 2013. Je n'ai évidemment pas d'informations sur ce qui s'est passé au sein des "décideurs" (généraux et anciens généraux qui détiennent le pouvoir de fait avec le jeune frère du président, Saïd Bouteflika), mais on peut imaginer qu'un Abdelaziz Bouteflika affaibli par la maladie restait la meilleure option pour le développement de leurs affaires... à moins que les différents clans des "décideurs" n'aient pas réussi à se mettre d'accord sur un candidat potentiel...

Cette situation a été assez mal vécue par une partie de la population qui a lancé un mouvement de protestation contre la candidature de Bouteflika : *barakat* (ça suffit !), mais ce mouvement n'a pas réussi à entraîner une partie

importante de la population et Bouteflika a été réélu sans coup férir, avec 85% des suffrages exprimés, selon les résultats officiels dont bon nombre d'observateurs pensent qu'ils ont été trafiqués, ce qui ne change pas des précédents scrutins. (La dernière élection dont le résultat aurait été apparemment sincère, ou presque, aurait été la présidentielle de 1995 qui avait vu la victoire de Zéroual). La fraude aurait porté aussi bien sur le taux de participation (51,7% officiellement contre 74% en 2009) que sur le résultat..

Il est donc probable que le taux de participation était particulièrement faible, ce qui montre bien la défiance de la population face à l'instrumentalisation de l'élection par le pouvoir. Tout cela ne laisse rien augurer de bon pour l'avenir : il se pourrait bien que la crainte de la fitna évoquée ci-dessus soit insuffisante pour annihiler la volonté de changement si les "décideurs" restent sourds aux revendications de la population ; les années qui viennent me semblent grosses de danger, d'autant plus que, vu l'âge et l'état de santé de Bouteflika, il est peu probable qu'il réussisse à terminer son mandat. ■

Jacques FONTAINE

**JOURNEES D'ETE DES ALTERNATIFS 2014**

Elles auront lieu du dimanche 6 juillet fin d'après midi au mardi 8 juillet début d'après midi, dans le prolongement du grand rassemblement des 5 et 6 juillet contre le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes.

Lieu CREPS de Nantes

**Dimanche 6 juillet**

- accueil

- après midi Transition écologique et sociale, territoires, réduction du temps de travail, conversion de la production

**Lundi 7 juillet**

- matinée

Retour sur la révolution longue, autogestion et démocratie active

**Mardi 8 juillet**

- matinée Expérimenter et lutter, préfigurer aujourd'hui la société de demain
- début d'après midi Synthèse et bilan

**Inscription :**

Tarifs

Nuits des 6 et 7 juillet, quatre repas

ParticipantEs imposables 130 euros

ParticipantEs non imposables 70 euros

ParticipantEs à très faibles revenus possibilités d'hébergement militant 40 euros

.....

.....	Nom :	Prénom :
.....	Adresse :	
.....	Possibilités d'hébergement à l'hôtel (des informations suivent)	
.....		

.....

Envoyez ce bulletin et le chèque à l'Ordre d'A.F. ALTERNATIFS aux Alternatifs/Journées d'été 40, rue de Malte 75011 Paris

FOIRE A L'AUTOGESTION 2014

# REPAS au comptoir des possibles

Une quarantaine de structures collectives se retrouvent au sein du réseau Repas<sup>1</sup> et nombre d'entre elles, chaque année, à la foire à l'autogestion<sup>2</sup>. On y trouve, par exemple, la scierie *Ambiance Bois* (Creuse), la filature *Ardelaine* (Ardèche), plusieurs groupements agricoles d'exploitation en commun (Gaec), des "ressourceries", associations d'éducation populaire qui font fi de la crise en construisant des solidarités au sein des territoires.

« *Lorsqu'elles sont dans l'agriculture, elles créent une structure collective regroupant des partenaires autour d'une production diversifiée et une commercialisation associant les consommateurs. Lorsqu'elles sont dans la transformation d'une ressource locale, elles adoptent des structures coopératives et stimulent le développement économique et social dans leur environnement en générant ou participant à un foisonnement d'activités. Lorsqu'elles sont dans le culturel ou le social, elles mettent en œuvre des modes de management déhiérarchisés où chacun est une personne avant d'être une performance.* »

### PRAXIS & DEMOS au pouvoir !

Grâce à ces "révolutions minuscules", vivre et travailler autrement (au pays) n'est pas une utopie notamment en s'appuyant sur la « *décentralisation de la production et l'implantation dans le tissu local ; l'adaptation de la production aux besoins* »... Avec des formes de fraternité économique où l'épanouissement de la personne passe par une pratique collective au quotidien fédérée par une culture commune aux valeurs de l'autogestion, solidarité, autonomie ! Les structures mènent une réflexion sur leurs pratiques démocratiques, remettent en cause la hiérarchie travail manuel/travail intellectuel ou la hiérarchie des salaires, réinventent le collectif autogéré

Le réseau Repas tient des rencontres de "pratichiens" deux fois par an, sur le site d'une des entreprises. C'est dans ces assemblées générales (voir plus bas), que s'identifient des besoins auxquels des réponses collectives peuvent être apportées.

Le réseau propose des formations via un "compagnonnage alternatif et solidaire" pour des jeunes de 18 à 30 ans. Le parcours est constitué de périodes d'environ un mois d'immersion individuelle en entreprise et d'"actions collectives" où 4 à 7 compagnons

mènent, en autogestion, un projet avec une des entreprises du réseau, une expérience intergénérationnelle de "formation" originale dont les animateurs sont paysans, agents d'usinage du bois, fabricants de yourtes, couturières ou sylviculteurs...

Le réseau a aussi une maison d'édition, sa collection Pratiques utopiques compte déjà une douzaine de titres, dont *Scions... travaillait autrement ?* (sur la SAPO *Ambiance Bois*), *Moutons rebelles* (sur *Ardelaine*), *Télé Millevaches* (sur une des premières télé locales en France), *Chantier ouvert au public* (sur la réhabilitation d'un village d'Ardèche).

*Tournée générale !* C'est le titre d'un guide des bistrot ruraux rédigé et mis en page par la SCOP *La Navette*<sup>3</sup>. Cet ouvrage de 120 pages dresse un état des lieux des bistrot, emblématiques de la sociabilité en milieu rural. Le Champ commun<sup>4</sup> organisé en SCIC (café-épicerie multiservices-micro-brasserie) figure comme exemple des "piliers de bourgs" (Auge-Morbihan) et de leur vitalité participative. ■

William ÉLIE

1 <http://www.reseautrepas.free.fr/>

2 [www.foire-autogestion.org/](http://www.foire-autogestion.org/)

3 <http://www.la-navette.net/>

4 <http://www.lechampcommun.fr/>

## 3<sup>ème</sup> Foire à l'autogestion

A boire et à manger : Des forums, des débats, des infos, des ateliers pratiques, des stands, une guinguette, de la musique, du cinéma, du théâtre, de la danse, des livres, un espace enfants, un concert le samedi soir avec, comme vedette :

**Moussu Te lei jovents**  
et plein d'autres trucs...



### Les Forums :

- Autogestion et syndicalisme
- L'économie peut-elle être « sociale et solidaire » ?
- Écologie et autogestion
- Gentrification, droit à la ville et luttes urbaines



Une centaine de structures participantes (assos, partis, syndicats, coopératives ...)

Tout le programme sur [www.foire-autogestion.org](http://www.foire-autogestion.org)



à la Parole errante,  
9 Rue François Debergue  
à Montreuil.  
M<sup>o</sup>Croix de Chaux

**28 et 29**  
**juin 2014**

M. Pharez

28 et 29 juin 2014  
à La Parole errante  
www.foire.autogestion.org  
9 rue François Debergue  
93100 Montreuil  
Croix de Chavaux

3<sup>e</sup>  
foire à l'autogestion

**3<sup>ème</sup> Foire à l'autogestion**

**28 et 29** à boire et à manger : des ateliers, des débats, des stands,  
des formations, des forums, des infos, de la musique, du cinéma, du théâtre,  
des films et plein d'autres trucs...

**juin 2014** avec, en  
vendredi, 19h30, le  
concert  
du samedi  
soir **moussu Te lei jovents**  
[www.foire-autogestion.org](http://www.foire-autogestion.org)

à la Parole errante, 9 rue François Debergue à Montreuil, M<sup>o</sup>Croix de Chavaux (L9)